

PROGRAMME DE RECHERCHES TERRITORIALISÉES EN RHONE-ALPES

*« Formes de l'urbanité et dynamiques culturelles dans une métropole en chantier.
Pratiques et représentations à l'œuvre dans la région urbaine Lyon / Saint-Etienne.*

Compte-rendu de la troisième séance du séminaire de suivi du programme

4 avril 2013

aux Archives Municipales de Lyon

SOMMAIRE

Introduction : Hélène Hatzfeld	p. 4
A. Quelle géographie de la métropole en chantier dessinent les pratiques observées et les discours recueillis par les chercheurs ?	p. 5
Exposés des équipes GRAC, PACTE, Triangle/OSL/CAUE, et Atelier Politopie	
B. Quels modèles d'urbanité, de rapport à l'urbain, les investigations en cours font-elles apparaître ?	p. 17
Exposés des équipes GRAC, PACTE, et Atelier Politopie	
C. Quelles valeurs les pratiques / représentations / expérimentations observées mettent-elles en avant ?	p. 23
Exposés des équipes GRAC, PACTE, Triangle/OSL/CAUE et Atelier Politopie	
D. Synthèse des débats	p. 31
I. Un territoire à géométrie variable : à chaque monde social, son espace "métropolitain"	p. 31
II. Des frontières mouvantes, en lien avec la fluidité des mondes sociaux contemporains	p. 32
III. Entre local et mondial : la métropolisation, phénomène géographique ou état d'esprit ?	p. 33
IV. Savoirs sensibles, engagements critiques, savoirs experts : sur quelles connaissances s'appuie la dynamique métropolitaine ?	p. 34
V. Urbanité et conflictualité : les initiatives "alternatives" comme germes d'un monde commun à venir ?	p. 35
VI. Les mots pour le dire : une "conscience métropolitaine" faiblement verbalisée	p. 37
VII. Etre acteurs du territoire en construction : une modalité de la citoyenneté métropolitaine ?	p. 38

LISTE DES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE

Présents :

Services de l'État :

- . Hélène Hatzfeld (Ministère de la Culture et de la Communication, Département de la Recherche, de l'Enseignement Supérieur et de la Technologie)
- . Pierre Bernard (Plan Urbanisme Construction, Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement)
- . Marina Chauliac (DRAC Rhône-Alpes)

Institutions Lyon / Saint-Etienne :

- . Anne Dubromel (Région Urbaine de Lyon)
- . Corinne Hooge (Direction de la Prospective et du Dialogue Public, Grand Lyon)
- . Cendrine Sanquer (Ville de Saint-Etienne, Direction des Affaires Culturelles)
- . Delphine Guédra (Le Rize)
- . Richard Nordier (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise)
- . Claire Wantz (Grand Lyon)

Chercheurs membres des équipes participant au programme :

- . Nathalie Gourlot (Géographe-Urbaniste, Atelier de recherche Politopie)
- . Théodora Manola (Architecte-Urbaniste, Atelier de recherche Politopie)
- . Vincent Guillon (Politologue, chercheur associé à l'UMR PACTE)
- . Josselin Bernède (Doctorant Cifre à l'UMR EVS et chargé d'études à l'Observatoire Social de Lyon)
- . Maël Meralli (Doctorant Cifre à l'UMR EVS, chargé d'études au CAUE du Rhône),
- . Philippe Chaudoir (Professeur en sociologie des politiques urbaines à l'Université Lyon 2, chercheur à l'UMR Triangle),
- . Rémi Eliçabé (Sociologue, chargé de recherche au GRAC, Groupe de Recherche Action)
- . Amandine Guilbert (Sociologue-Anthropologue, chargé de recherche au GRAC, Groupe de Recherche Action)

Autres :

- . André Bruston (ex-directeur du Plan Urbain),
- . Catherine Foret (Géographe-Sociologue, chargée du secrétariat scientifique du PRT)
- . André Micoud (CNRS, Maison du Fleuve Rhône)

Excusés :

Anne-Catherine Marin (Archives municipales de Lyon), Tristan Vuillet (Archives municipales de Lyon), Xavier de la Selle (Le Rize, Ville de Villeurbanne), Laurent Devisme (Urbaniste, Laboratoire LAUA, ENSA Nantes). Charles Ambrosino (Maitre de conférences à l'Institut d'urbanisme de Grenoble, chercheur à l'UMR PACTE), Mathilde Cordier (Urbaniste, doctorante au Lab'Urba, chargée de recherche à l'Atelier Politopie), Piéranne Gausset (Musée Gadagne).

Absents mais intéressés au programme :

Pierre Suchet (Grand Lyon), Jean-Marc Valentin (Grand Lyon), Marc Villarubias (Ville de Lyon), Sophie Lacroix (Ville de Lyon), Raphaël Jourjon (Ville de Saint-Etienne), Juliette Morain (Ville de Villeurbanne), Christophe Bétin (Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture de la Loire), François Portet (Ethnologue), Jean-Paul Dumontier (L'usine sans fin, ex-Président du Pôle en urbanisme de Lyon), Emmanuel Cellier (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise), Olivier Roussel (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise), Bruno Delas (Mission patrimoine, Ville de Lyon et Grand Lyon), Pascale Simard (Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise), Luc Gwiazdzinski (Géographe, Laboratoire PACTE, Université Joseph Fourier, Grenoble), Julie Corteville (Directrice du Musée de la photographie), Marie-Christine Jaillot (Géographe-Urbaniste, Centre Interdisciplinaire de Recherches Urbaines et Sociologiques, Université de Toulouse II Le Mirail), Mélusine Coelho (Association APPIEU Mille feuilles), Sophie Barthelet (DREAL Rhône-Alpes), Fabien Bressan (Robin des Villes), Dominique Belkis (Anthropologue, Centre Max Weber, Université Jean Monnet, Saint-Etienne), Christelle Morel-Journal (Géographe, UMR EVS, Université Jean Monnet, Saint-Etienne) Marie-Christine Couic (Sociologue-Architecte-Urbaniste, BazarUrbain), Laetitia Overney (Sociologue et anthropologue, chargée de recherche au GRAC, Groupe de Recherche Action), Bruno Voisin (Sociologue), Anne-Sophie Haeringer (Sociologue et anthropologue, chargé de recherche au GRAC, Groupe de Recherche Action).

En mai 2013, peu après ce séminaire, nous avons appris la triste nouvelle du décès de Pierre Bernard, qui soutenait depuis plusieurs années notre Programme de Recherches Territorialisées, au nom du PUCA. Il avait beaucoup contribué à rassembler les financements nécessaires aux recherches et à enrichir les réflexions qui ont fondé ce programme, notamment sur les questions de temporalités des pratiques et de renouvellement des savoirs dans nos sociétés urbaines. Nous le gardons dans notre mémoire, en le remerciant pour ce qu'il était, et pour tout ce qu'il a fait pour aider à l'avancement de recherches sensibles aux enjeux humains et esthétiques de la construction des villes.

La troisième séance de ce séminaire de suivi du *Programme de Recherches Territorialisées en Rhône-Alpes* était organisée après la remise des rapports intermédiaires des quatre équipes de recherches sélectionnées en 2011. Elle a permis, après un premier temps d'exposés sur l'état d'avancement des travaux de chaque équipe, d'échanger autour de trois axes problématiques transversaux :

- **Quelle géographie de la métropole en chantier** dessinent les pratiques observées et les discours recueillis par les chercheurs ? Quel déploiement spatial, quel espace mental ? Structurés par quels repères, quelles temporalités, quels attachements, quelles circulations, quels engagements, quelles ressources ? Faisant apparaître ou non des limites, des centralités, des creux ou des marges, des liens avec des territoires ou des villes éloignés ?
- **Quels modèles d'urbanité**, de rapport à l'urbain, les investigations en cours font-elles apparaître ?
- **Quelles valeurs** les pratiques / représentations / expérimentations observées mettent-elles en avant ? En quoi ces valeurs interrogent-elles la vision "institutionnelle" de la métropolisation en cours sur le territoire des agglomérations de Lyon et Saint-Etienne ?

Nous proposons ici un compte-rendu des exposés des quatre équipes, suivi d'une synthèse des débats qui ont eu lieu avec les membres du comité de pilotage du PRT et les autres personnes présentes. Sachant qu'une dernière séance du séminaire sera organisée courant 2014 en présence d'un public élargi, dans un objectif de valorisation de l'ensemble des recherches et de mise en perspective de leurs résultats avec d'autres travaux sur la métropolisation.

Introduction

Hélène Hatzfeld revient sur les trois termes mis en avant dans ce programme de recherche — métropolisation, cultures, urbanité — ainsi que sur les attentes des promoteurs du PRT.

1/ Un premier ensemble d'interrogations portait sur la métropolisation en tant que réflexion sur le rapport entre rural et urbain, et sur l'intégration des différentes zones qui composent le territoire ; sur les changements qui peuvent exister au niveau du marché du travail ; sur la prise en compte des différents types de mobilités et de représentations qui concernent ce territoire ; et sur le fait que celui-ci ne correspond pas à une entité administrative. À partir de ce constat, il s'agissait d'interroger des événements ou des initiatives qui font "tache d'huile" à d'autres échelles que strictement locales (au-delà, également de l'échelle de la Communauté urbaine). En quoi ces événements, ces expériences participent-ils au développement d'une éventuelle "conscience métropolitaine" ?

2/ Deuxième postulat à la base du programme : nous avons avancé que la métropolisation était en grande partie une question de cultures, au sens anthropologique du terme. Il s'agissait donc de se pencher sur les dynamiques à l'œuvre sur ce plan culturel : quels nouveaux types de cultures pouvaient exister, quels mélanges, recompositions — que nous avons qualifiés du terme d'interculturel — que ce soit entre des zones plus rurales, d'autres plus urbaines, entre l'individu et le collectif etc. Quels systèmes d'appartenance se dessinent, quelles identités et représentations bougent, de ce point de vue-là ? Et qui ou qu'est-ce qui est ressenti comme exclu, comme non appartenant à tel ou tel territoire ou à telle ou telle logique culturelle ? Quels nouveaux patrimoines, nouveaux mythes, nouveaux biens communs apparaissent à la lumière des recherches en cours ?

3/ Et enfin la question de l'urbanité : nous attendions que soit questionnées non pas simplement des logiques d'aménagement ou d'ingénierie, mais plus profondément ce qui peut donner du sens à ces nouvelles logiques ou façons de faire territoire. Nous avons utilisé trois termes : la citoyenneté — qui évidemment n'appartient pas qu'aux citoyens, mais pose la question de savoir comment on partage des mondes avec les autres ; les civilités, qui sont des savoir-vivre — là aussi avec une attention aux possibilités d'ouverture aux autres ou de replis éventuels ; et enfin la notion de citoyenneté, qui était moins employée ici en termes politiques (au sens des droits et devoirs des citoyens) que comme sentiment d'appartenance à la Cité, ou à un même collectif. Dans quelle mesure, donc, les recherches en cours donnent-elles à voir des signes de réinvention de nouvelles formes d'urbanité, qui pourraient être interprétées comme des formes de mise en œuvre du processus de métropolisation sur ce territoire ?

A. Quelle géographie de la métropole en chantier dessinent les pratiques observées et les discours recueillis par les chercheurs ?

I. Exposé de l'équipe GRAC (Groupe de recherche action). Recherche : « *Expérimentations culturelles dans les brèches de la métropole* ». Intervenants : Amandine Guilbert et Rémi Elicabé

La recherche a pour objet différentes expérimentations culturelles et artistiques qui ont en commun de s'élaborer sur un fond de critique de la métropole et d'y opposer d'autres configurations, d'autres manières de se relier les uns aux autres. L'équipe s'est saisie de cette question de la géographie sous le motif d'une écologie des pratiques ou d'une écologie de la perception, qui fait une large place à la notion d'attachement ; ce qui semblait pertinent du fait qu'elle interroge la métropole depuis des collectifs qui mettent en jeu une pratique culturelle qui se dit d'abord dans le registre du sensible. Par ailleurs, une attention a été portée à l'idée de « *conflagration d'échelles* » (selon la terminologie d'Henri Lefebvre) : la critique portée contre le déploiement de la métropole, depuis les terrains observés, mélange en effet les échelles en jeu. Elle peut se faire aussi bien à propos de tel tout petit projet mis en place dans la ville, qui sera considéré comme « *précurseur sombre* » d'une plus grande transformation à venir, qu'à l'occasion d'un grand projet urbain. Dans la géographie des pratiques que les chercheurs essayent de saisir, sur un mode empirique, ce n'est pas le "micro" qui s'oppose à la métropolisation, ce sont des expériences de la ville qui font se chevaucher différentes échelles. La géographie en question est ainsi consituée pour eux tout aussi bien de circulations que d'inscriptions dans l'espace.

Un bon exemple en est donné à travers le cas du collectif lyonnais Grrrnd Zero, à propos duquel les chercheurs distinguent six rapports différents à la géographie :

1. Une géographie micro-située, ou située : c'est celle du lieu pratiqué, en l'occurrence dans un site industriel désaffecté, celui des anciennes usines Brossette, dans le quartier de Gerland ; autrement dit dans un espace non ajusté à la pratique culturelle. Il s'agissait pour le collectif de se réapproprier ces espaces et d'en faire dévier les usages prescrits au moment de la construction ; tous les travaux de remise en état ou de réaménagement ayant été entrepris par les différents acteurs rassemblés sur le site.

2. Une géographie des alliances, qui n'est pas distinguable de la première. Elle concerne tous les lieux avec lesquels les membres du collectif sont en rapport, pas seulement les lieux interlopes de la ville, les squatts ou les lieux associatifs dans lesquels ont lieu des activités "contre-culturelles" ; mais aussi des bars où s'exercent des activités commerciales assez classiques.

3. Une géographie comme présence en ville. Elle se manifeste par exemple à travers la création et la diffusion d'affiches, par tout le travail graphique qui est fait pour communiquer sur les événements, l'essentiel de cette communication se faisant de manière sauvage. Ces affiches ont une esthétique plutôt issue de l'imaginaire de la contre-culture américaine, en noir et blanc ; en s'inscrivant dans une trame urbaine qui est celle des boutiques abandonnées, des lieux en friche..., elles témoignent d'une certaine appropriation de la ville.

4. Un déploiement géographique que l'on pourrait dire numérique, ce qui ne lui enlève pas de sa matérialité (le numérique n'est pas pensé ici uniquement comme virtuel). Cet aspect se donne à voir à travers les lettres que Grrrnd Zero envoie régulièrement pour communiquer sur sa programmation, et qui disent quelque chose à la fois sur la vie du lieu et sur un certain rapport à la ville. On retrouve dans ces lettres une critique de la gentrification de Lyon ; et elles se caractérisent aussi par un ton particulier, une tonalité "espiègle", vis-à-vis de la politique culturelle menée par la mairie.

5. Une géographie à dimension internationale : les groupes qui passent à Grrrnd Zero viennent du monde entier. Cette circulation internationale étant permise en grande partie par des réseaux musicaux structurés autour de labels indépendants (ce qui ne veut pas dire amateurs, le partage entre amateurs et professionnels étant plus complexe que ce que l'on peut imaginer).

6. Une géographie sensible, qui concerne le déploiement des corps dans l'espace au moment des événements culturels, et toute une série d'attentions qui sont données : ne pas sécuriser les événements comme ils le sont dans le secteur culturel *main stream* ; répartir l'attention quant à la qualité de ce qui se passe entre les organisateurs de la soirée et les participants ; s'entendre sur la hauteur de la scène — l'un des enjeux des disputes liées à "l'institutionnalisation" de Grrrnd Zero. C'est à des détails comme celui-là, à de petits indices pragmatiques que l'on reconnaît la "bonne culture alternative" de la mauvaise, selon les membres du collectif ; très loin, donc, des grandes oppositions que l'on peut avoir en tête (les "vendus" à l'administration ou à l'économie).

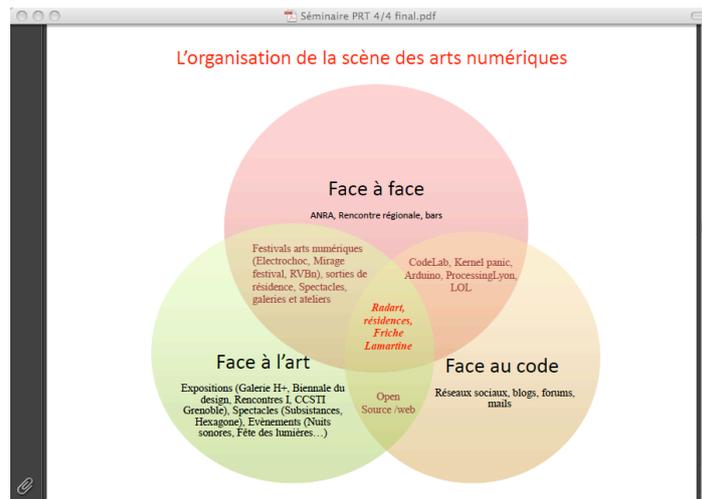
Concernant le collectif Avataria, qui a quasiment 30 ans d'histoire à St Etienne, on peut dire qu'il est beaucoup plus "ancré" dans la ville (spatialement et historiquement), notamment depuis qu'il organise le festival Avatarium au Musée de la Mine. Ce musée a acquis une importance centrale dans l'activité du collectif, qui, à travers les thématiques des deux dernières éditions du festival (« *Qu'en est-il du passé ouvrier, ou du caractère populaire de la ville de St Etienne ?* » « *Qu'en est-il de la transmission ?* ») joue sur les partages habituels entre alternatif/*main stream*, institutionnel/libertaire, officiel/officieux, culture rock/culture ouvrière. Le fait d'organiser le festival en ce lieu est pour les membres du collectif une manière de recomposer les limites entre ce dont nous héritons et ce que nous faisons dans la ville : quel est l'héritage populaire de cette ville et comment pouvons-nous instituer un héritage qui ne serait pas celui de la valorisation patrimoniale ? On peut par ailleurs parler de logique de milieu à propos d'Avataria ; logique fondée sur l'histoire récente de Saint-Etienne, au cours de laquelle des dynamiques politiques et musicales ont été entremêlées à travers de nombreux lieux associatifs, de concerts, de squatts... — où se sont croisés différents réseaux de producteurs, amateurs, diffuseurs de musique rap, rock, reggae, et des collectifs radicaux militants en faveur des sans-papiers, pour le droit à la ville etc. — et des lieux plus institutionnels (bars ou espaces commerciaux de quartier, locaux de répétition). Cette logique de milieu a fini par se cristalliser avec l'ouverture en 2012 de la Gueule noire, « *centre social autogéré* », loué collectivement par une douzaine de collectifs artistiques, politiques, mais aussi par des associations menant des activités plus ordinaires, plus quotidiennes (associations sportives par exemple). L'inscription dans ce lieu atteste selon les chercheurs de la nouvelle réalité qui se dessine entre des choses qui a priori n'ont pas vraiment de rapport : les musiques amplifiées et la culture ouvrière (ou plus largement, ce qui subsiste de populaire à Saint- Etienne).

Qu'est-ce qui différencie ces géographies des géographies de la "métropole", au sens de machine de gouvernementalité ? Tel est le point que le GRAC cherche à éclairer. Dans les deux cas, la géographie de la ville qui se dessine n'est pas complètement étrangère à celle de la métropole, puisque ce sont bien les mêmes espaces urbains qui sont pratiqués ; mais ils le sont selon des polarisations, des densifications différentes. Les hauts lieux pertinents pour les acteurs des deux collectifs en question ne sont pas les hauts lieux de la métropole ; le type de circulation prôné, ou mis en œuvre par ces acteurs n'est pas celui qui est mis en valeur par la métropole. L'analyse d'un site internet collaboratif, « *Lyon sous surveillance* », créé il y a 6 mois et construit par les usagers de la ville (qui répertorient tous les équipements de video-surveillance, les types de caméras et leurs angles de vue selon les rues), devrait permettre à l'équipe d'affiner ces questions dans les mois à venir.

II. Exposé de l'équipe UMR PACTE, associée à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Recherche : « *Scènes et milieux de la créativité métropolitaine à Lyon et Saint-Etienne* ». Intervenant : Vincent Guillon.

Vincent Guillon aborde en trois points la géographie que révèle la scène des arts numériques, sur laquelle il a travaillé avec Charles Ambrosino.

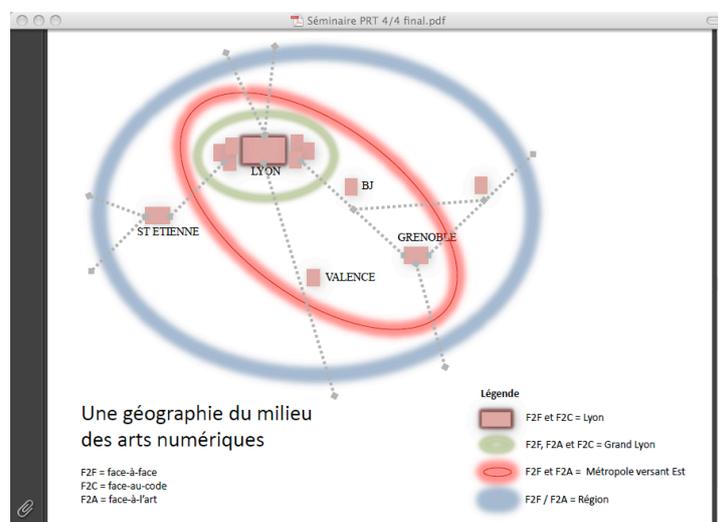
1. D'abord, à partir de l'organisation de cette scène, qui se déploie à plusieurs échelles, permettant de dessiner le territoire qu'elle occupe ou constitue. La scène en question est définie par les chercheurs comme un ensemble de lieux, d'événements, de moments (des rencontres de travail, des collaborations...), mis en réseaux par ceux qui les fréquentent et qui participent à un même univers de pratiques : les « *travailleurs du code* ». Trois types de relations caractérisent cette scène des arts numériques, selon les chercheurs : le face-à-face, le face à l'art, et le face au code.



Le premier (face-à-face) est constitué des espaces-temps où les individus concernés se rencontrent en face-à-face pour collaborer, notamment dans les réseaux du type ANRA (réseau régional des acteurs dans le domaine de l'art numérique), ou encore les rencontres régionales organisées chaque année dans le cadre du festival de Bourgoin-Jallieu, *Electrochoc* ; il recouvre également des lieux plus informels, comme des bars. Le second (face à l'art) concerne les temps lors desquels les participants à cette scène vont voir des expositions, assistent à des spectacles ou à des événements plus ou moins spécialisés. Et le troisième (face au code), les moments où les participants « *ouvrent la boîte noire du code* », vont dévoiler leurs recettes de programmation.

Ces trois types de relations se croisent parfois, ainsi qu'indiqué sur le schéma ci-dessus. Les chercheurs ont ainsi identifié des temps lors desquels une bonne partie du milieu se retrouve pour assister à un spectacle ou à une sortie de résidence, une exposition dans une galerie ou un atelier d'artiste (à l'occasion d'un festival spécialisé, par exemple). Il existe aussi des moments, des lieux qui organisent à la fois un face à face et un face au code : c'est là que le milieu concerné est le plus large, en même temps que le plus centré sur ses aspects techniques et de programmation (on va dans ces moments-là progresser sur comment l'on code, on va réfléchir, coopérer collectivement sur des questions technologiques. Se croisent alors des ingénieurs, des artistes, des hackers etc.) Et il existe aussi quelques temps, lieux, qui font la synthèse entre ces trois types de relations : ce sont les rencontres organisées par l'AADN, les rencontres Radart, des résidences d'artistes..., lors desquelles des artistes numériques vont présenter un travail en cours et discuter avec les autres artistes présents des problèmes de programmation et de technologie qu'ils rencontrent. La Friche Lamartine joue un rôle central dans l'organisation de ce milieu et permet de mettre en jeu ces trois types de relations.

2. Ensuite, à partir de la diversité des échelles territoriales mises en jeu par ces types de relations. Le face-à-face se déploie à une échelle régionale ; le face à l'art également ; tandis que le face au code est a-territorial : il se joue sur les réseaux sociaux. Lorsque l'on croise ces différents types de rencontres, on resserre également l'échelle géographique, comme indiqué sur le schéma ci-dessous (une erreur s'étant glissée dans le titre de la diapositive : c'est bien de la géographie de la scène des arts numériques dont il est ici question et non pas de celle du milieu des arts numériques).



3/ Enfin, les chercheurs se sont intéressés à la géographie des représentations du milieu des arts numériques (comment les individus concernés se représentent-ils ce territoire ou leur territoire d'activité ?) Plusieurs types de territoires apparaissent alors :

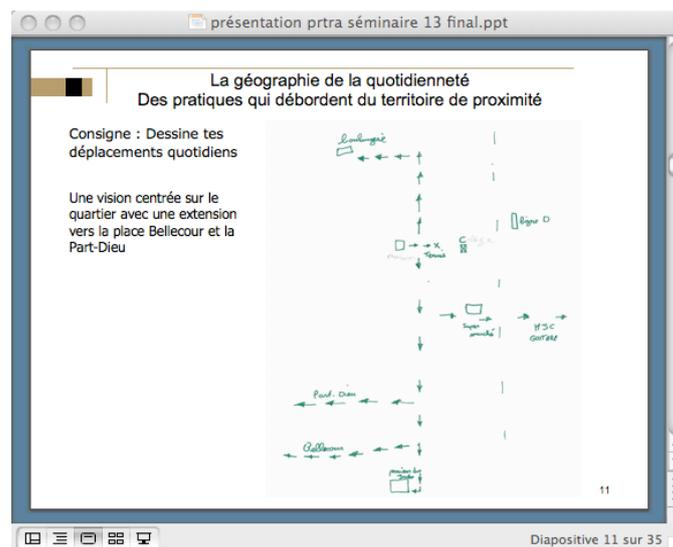
- le territoire de la diffusion et du marché du travail, qui s'étend de Lyon à Grenoble : c'est sur cet axe-là que le milieu construit sa stratégie de valorisation de son activité ;
- le territoire des infrastructures, qui motive les logiques d'implantations d'un certain nombre d'artistes, notamment ceux qui sont en haut de l'affiche, qui ont une circulation nationale ou internationale : ceux-là vont privilégier dans leur implantation des infrastructures du type aéroport international, TGV..., ainsi qu'une certaine concentration de ressources artistiques et culturelles — ce qui correspond plutôt au territoire du Grand Lyon (c'est la raison pour laquelle Adrien Mondot, par exemple, a déménagé de Grenoble à Lyon) ;

- le territoire des interactions, qui configure les logiques de coopération au sein de ce milieu, et qui correspond plutôt à Lyon et sa périphérie Est : c'est là que l'on se représente son univers coopératif et la manière dont on va construire ses groupes projets, ses équipes de travail ;
- et enfin un territoire « *de l'opportunité* », où apparaît le versant stéphanois : certains artistes, parmi les plus reconnus dans le milieu, tournés sur l'international, comme le duo Scenocosme, ont quitté Lyon pour s'installer à Saint-Etienne, essentiellement pour des raisons de coût de la vie, de valeur du foncier.

III. Exposé de l'équipe UMR 5206 Triangle / OSL (Observatoire Social de Lyon) / CAUE du Rhône. Recherche : « *Les représentations du territoire métropolitain des lycéens à l'épreuve d'une action pédagogique : la métropole en mouvement* ». Intervenants : Josselin Bernède et Maël Meralli.

Pour alimenter cette séquence du séminaire relative à la géographie, l'équipe présente des cartes qui ont été dessinées par les élèves lors de la première phase de la recherche (qui se déroulait en même temps qu'une action pédagogique relative à la ligne de tram T3, de Lyon Part-Dieu à Meyzieu) ; l'interprétation de ces cartes s'appuyant également sur les entretiens, les observations et l'analyse des évocations réalisés par les chercheurs. Ce n'est pas une vision "représentative" des représentations du territoire métropolitain, statistiquement parlant, puisqu'elle a été construite à partir de 5 classes de lycéens, mais elle permet de dégager des convergences, de donner un aperçu des tendances d'évolution des pratiques des adolescents concernés.

1/ La géographie de la quotidienneté : des pratiques qui débordent du territoire de proximité



La consigne donnée aux élèves était dans ce cas de dessiner ses déplacements quotidiens ou réguliers. La carte ci-dessus constitue un premier exemple, qui exprime une vision centrée sur le quartier. Les lignes droites figurent les rues, respectent la trame urbaine ; on voit la boulangerie, le lycée, là MJC où l'élève va prendre des cours de guitare ou de tennis, avec une extension vers La Part-Dieu et Bellecour, autrement dit vers le centre de Lyon.

présentation prtra séminaire 13 final.ppt

La géographie de la quotidienneté
Des pratiques qui débordent du territoire de proximité

Consigne : Dessine tes déplacements quotidiens

Une double polarité liée à deux lieux d'habitation : Irigny le week-end et le lycée la semaine.

Les communes avoisinant la commune de résidence sont pensées comme les quartiers de Lyon accessibles depuis le lycée.

Le diagramme illustre les déplacements quotidiens d'un élève habitant à Irigny. Les déplacements sont représentés par des flèches partant d'un point central à Bellecour (Lyon) et allant vers divers quartiers de Lyon (CROIX-ROUSSE, TERREAUX, CRUCILLY, VILLEURBANNE, BELLECOUR, DORVILLE, CHALOUSSAUX, THURINS, CHARLY, IRIGNY) et vers Irigny (MONTROUGE, THURINS, CHARLY, IRIGNY). Le diagramme est divisé en deux parties par une ligne horizontale, symbolisant la double polarité entre Irigny le week-end et le lycée la semaine.

Diapositive 14 sur 35

Quatrième exemple, ci-dessus : il met en évidence une double polarité. On voit que deux centralités organisent les déplacements réguliers de cette élève, qui habite Irigny : Irigny d'une part, et Bellecour d'autre part, qui fonctionne comme la porte d'entrée sur Lyon. C'est à partir de cette station de métro qu'elle organise tous ses déplacements. Elle ne s'approprie pas l'environnement proche de son lycée. Une équivalence apparaît, là encore, entre les communes voisines d'Irigny (Thurins, Charly...), et des quartiers de Lyon comme la Croix-Rousse ou Les Terreaux.

présentation prtra séminaire 13 final.ppt

La géographie de la quotidienneté
Des pratiques qui débordent du territoire de proximité

Consigne : Dessine tes déplacements quotidiens

Une pratique très large de la mobilité débordant non seulement le quartier mais aussi la ville centre, pour s'inscrire dans l'agglomération lyonnaise.

Le diagramme illustre les déplacements quotidiens d'un élève habitant à Irigny. Les déplacements sont représentés par des flèches partant d'un point central à Bellecour (Lyon) et allant vers divers quartiers de Lyon (CROIX-ROUSSE, TERREAUX, CRUCILLY, VILLEURBANNE, BELLECOUR, DORVILLE, CHALOUSSAUX, THURINS, CHARLY, IRIGNY) et vers Irigny (MONTROUGE, THURINS, CHARLY, IRIGNY). Le diagramme est divisé en deux parties par une ligne horizontale, symbolisant la double polarité entre Irigny le week-end et le lycée la semaine.

Diapositive 15 sur 35

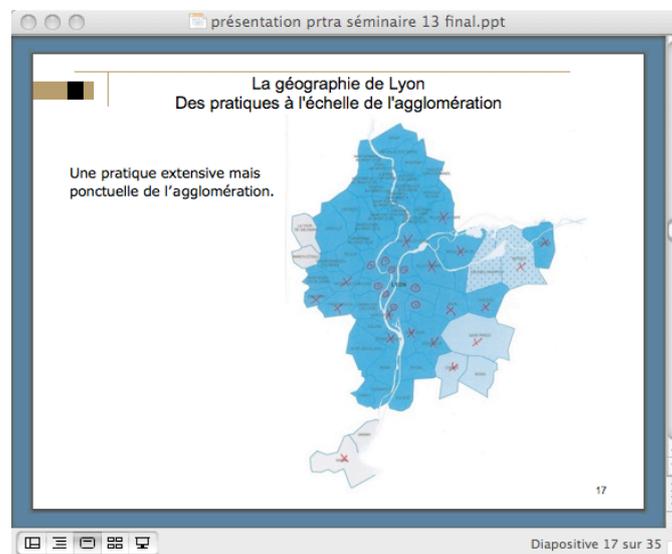
Enfin, cinquième exemple, avec la carte ci-dessus, qui montre des pratiques régulières débordant très largement du quartier, jusqu'à Bellecour, Bron, Saint-Etienne..., avec des destinations du même niveau que la boulangerie ou le supermarché du coin.

En croisant ces analyses avec celles des évocations (de mots), les chercheurs concluent à une très grande diversité de vécus de l'espace de quotidienneté selon les élèves. On ne constate pas de cohérence *a priori*, tous les quartiers sont vécus différemment. Mais derrière cette hétérogénéité, on voit que le quartier est toujours ce qui fait référence à l'intime.

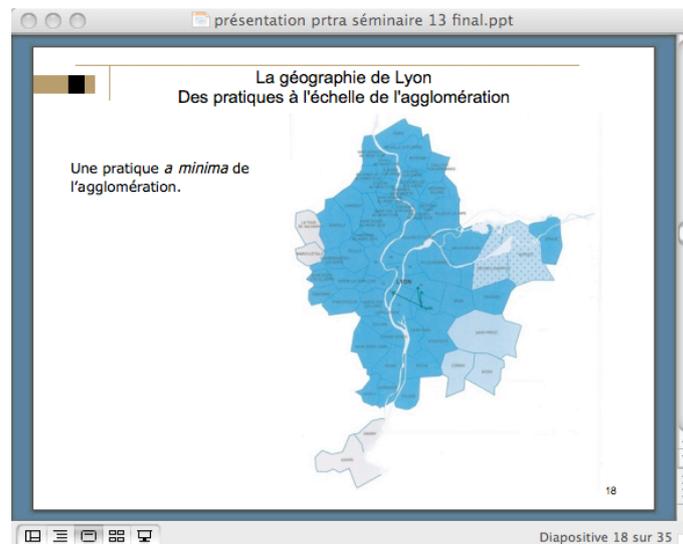
2/ La géographie de Lyon : des pratiques à l'échelle de l'agglomération

L'exercice suivant consistait, à partir d'une carte du Grand Lyon, à demander aux élèves quelles communes ils avaient visitées et ce qu'ils y faisaient. Plusieurs cas de figure apparaissent.

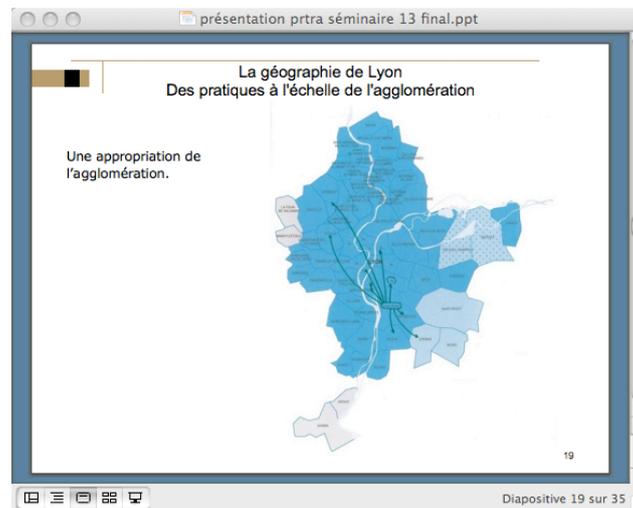
Premier exemple, ci-dessous : il donne à voir une pratique extensive, mais ponctuelle de l'agglomération : l'élève a visité les communes une seule fois, dans le cadre de compétitions sportives. Pas d'appropriation des communes visitées, elles sont toutes "interchangeables".



Deuxième exemple : une pratique *a minima* de l'agglomération. C'est l'élève qui vit à Irigny ; elle est en internat dans son lycée. Elle n'a pas de réseau familial sur Lyon ; quand elle sort avec ses amies du lycée, elle va dans l'hypercentre de Lyon, sur la Presqu'île.



Troisième exemple, ci-dessous : à l'inverse, celui-ci montre des pratiques plus extensives de l'agglomération. Il s'agit d'une élève qui a de la famille dispersée sur l'agglomération lyonnaise. Quand elle va visiter les siens, ou lorsqu'elle voit ses amis, ils se baladent sur le territoire, vont au restaurant, au cinéma, au Parc de la Tête d'Or... On n'est plus dans le simple zapping territorial, le territoire est davantage approprié.



On voit donc qu'au niveau des représentations, l'agglomération constitue bien un espace vécu, parcouru, mais avec différents types de pratiques : des déplacements réguliers, et des déplacements plus exceptionnels (mensuels, voire annuels), pour un motif précis. Malgré le fait que ce territoire soit parcouru assez largement par une partie importante des élèves, « Lyon » renvoie toujours à l'hypercentre : quand on pense agglomération, on pense au centre urbain. Les marqueurs territoriaux évoqués par les élèves sont La Part-Dieu, le Rhône, Bellecour, le Parc de la Tête d'Or, etc., ainsi que les services et fonctions structurants comme les stations Vélo'V et TCL, les lieux de commerces et de culture.

3) La géographie métropolitaine

Ce nouvel exercice concernait la région urbaine de Lyon. Là aussi, plusieurs cas de figure se présentent.



Ci-dessus une carte qui donne à voir une pratique très limitée de l'espace métropolitain. Il s'agit d'une élève dont les parents sont séparés, qui va seulement rendre visite à son père à Givors de temps en temps ; tous ses déplacements sont concentrés sur Lyon ou les communes vraiment proches.



Cette seconde carte fait apparaître une pratique sportive du territoire : beaucoup de villes sont visitées par cet élève, mais à chaque fois pour un motif très précis. Même si elle indique Grenoble, Annecy, Saint-Etienne, ces villes de la région ne sont pas visitées, pas du tout appropriées (elles seront décrites dans l'entretien de manière très stéréotypée.)



Troisième exemple, ci-dessus : il décrit une pratique « familiale » du territoire métropolitain. L'élève en question a de la famille dispersée sur un vaste territoire, à Saint-Etienne, Montbrison, Tarare, Villefranche-sur-Saône. Mais l'usage s'apparente ici vraiment à un zapping territorial, structuré par des trajets en voiture, sans que des différences soient soulignées entre ces villes, ni entre le temps mis pour les rejoindre. On ne peut pas parler là de représentation de l'entité métropolitaine, même si des pratiques se déploient sur tout cet espace.

En termes de mots, d'évocations, on commence à avoir à cette échelle-là une plus grande homogénéité : les élèves ont très souvent utilisé les mêmes mots pour qualifier l'entité "métropole" : un ensemble urbain important, qui dépasse l'échelle de la ville. Mais les évocations restent finalement assez pauvres, on sent que les élèves ne se sont pas forcément appropriés ce territoire, et qu'ils ne sont pas familiers avec le terme de métropole. Emerge tout de même l'idée que la métropole renvoie à un mode de vie métropolitain, un accès aux services, à un espace dynamique culturel, à des commerces..., autant d'éléments attractifs pour les élèves qui commencent à vieillir et à utiliser la ville. La métropole n'a pas pour autant de représentation localisée, il s'agit plutôt d'un concept. C'est aussi un territoire délimité par la continuité urbaine (les espaces verts sont perçus comme exclus : il ne peut pas y avoir de « campagne » dans une métropole, qui est vue comme une grosse ville). On a vu aussi que l'aire urbaine pouvait être

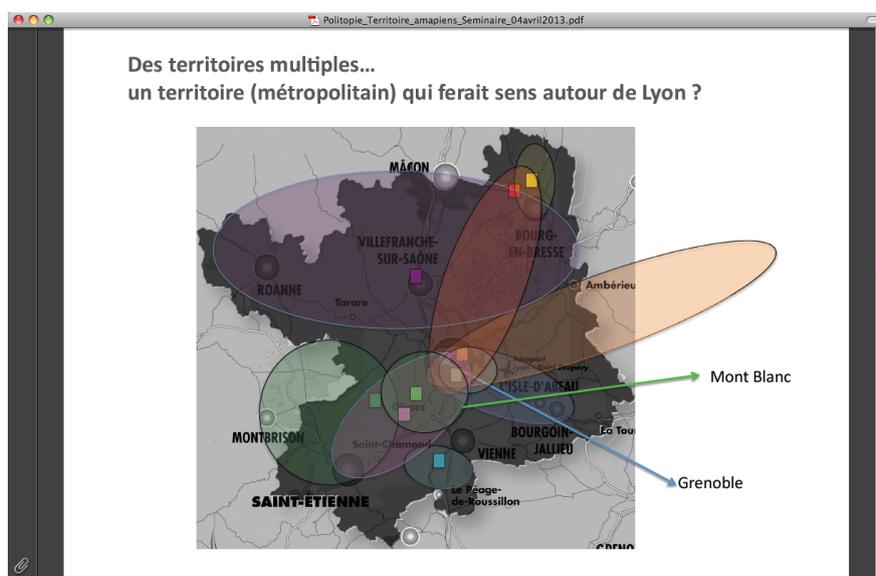
parcourue par les élèves, sans pour autant qu'une représentation fasse sens pour réunir tous ces déplacements à cette échelle.

Au vu de ces différentes investigations, les chercheurs concluent à un décalage entre les représentations et les pratiques des élèves : le quartier est un territoire représenté, même si les pratiques quotidiennes le dépassent ; l'agglomération est un espace parcouru, mais essentiellement représenté par sa centralité (les tours, les commerces...) ; et des pratiques sont identifiées à l'échelle de l'aire urbaine, mais sans que ne soit créé de sens à cette échelle. On a plutôt affaire à une représentation topologique, à un vécu en archipel. La proximité des représentations entre Lyon et le concept de métropole vue comme ville-centre est également à souligner : on a là deux objets définis par le fait d'être une grande ville et de disposer d'éléments de centralité très urbains. On voit aussi que, du quartier à la métropole, on passe du réel, du vécu, du concret, au concept, à un espace qui est décrit, sans être investi affectivement.

III. Exposé de l'équipe Atelier Politopie. Recherche : « *Représentations territoriales des Amapiens (consommateurs et producteurs en Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne)*. Quel(s) sens pour la métropole Lyon / Saint-Etienne ? ». Intervenantes : Théa Manola et Nathalie Gourlot.

Rappel : L'objectif principal de cette recherche est d'appréhender les représentations et imaginaires des territoires de la région lyonno-stéphanoise, notamment à travers leurs paysages gustatifs et culinaires, tels que ressentis, vécus et exprimés par des consommateurs et producteurs réunis au sein d'Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne (Amap). La méthode mise en œuvre repose sur l'analyse des blogs des Amap qui en disposent, et sur la passation d'une trentaine d'entretiens individuels (dont 26 réalisés à ce jour et 10 en cours d'analyse : 2 producteurs et 8 consommateurs). L'équipe a choisi d'aborder la question de la géographie métropolitaine en 4 parties.

1/ Quel sens les personnes enquêtées donne-t-elle au territoire métropolitain en construction ?

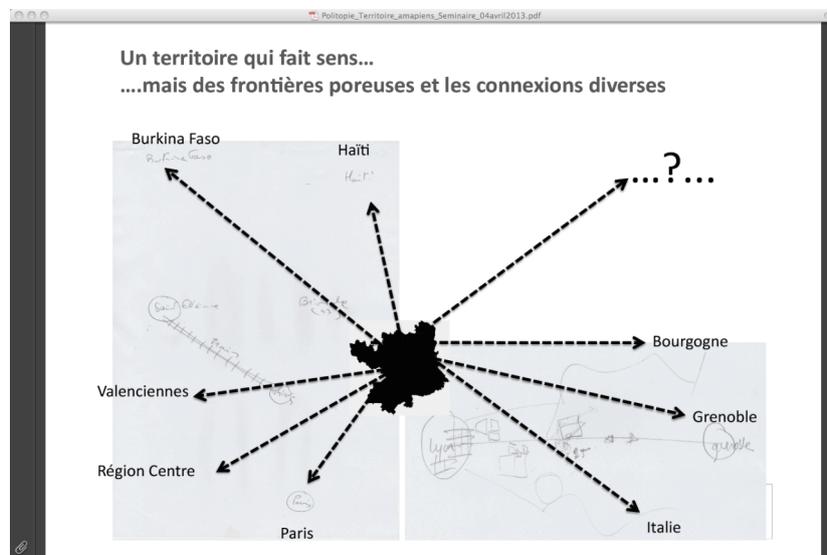


La carte ci-dessus a été établie à partir du croisement des territoires de vie des 10 Amapiens enquêtés, dont le discours a été pré-analysé. Les chercheurs ont localisé les lieux revenant souvent dans les discours, et auxquels les interviewés accordent une importance particulière : lieu d'habitation, lieu de travail, lieux pratiqués, mais aussi éléments de l'ordre de la représentation. Ce

qui ressort des premières investigations rejoint les résultats annoncés par les autres équipes : apparaissent des territoires de vie de tailles très variables, avec bien sûr une importance cruciale de la localisation de la maison. Ces territoires de vie sont de petite taille, indépendamment de leur localisation dans l'espace métropolitain (en zone urbaine ou en zone rurale) — ce qui contredit les résultats des entretiens exploratoires que l'équipe avait menés. Ce sera un point à vérifier sur l'ensemble des entretiens. Lyon fait figure de centralité urbaine, sans vraiment de surprise. Mais on note aussi qu'au final, cette forme métropolitaine fait sens pour les gens qui habitent au sein de ces territoires-là : une certaine réalité métropolitaine apparaît bel et bien, quand on superpose les différents territoires "amapiens".

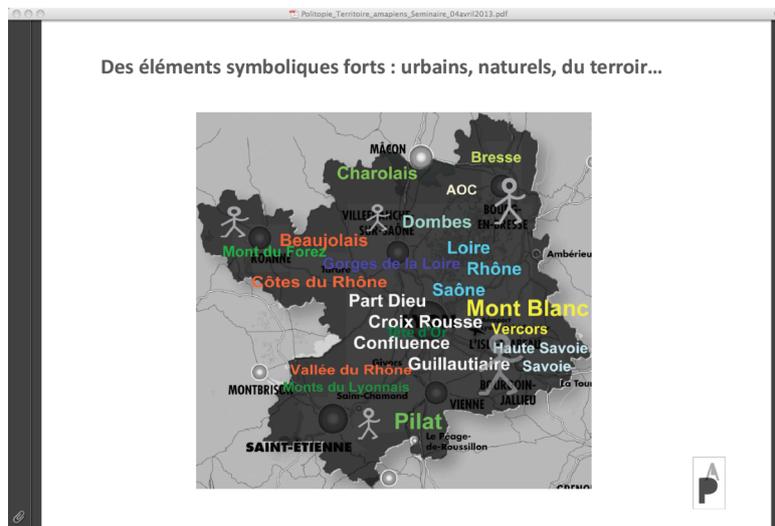
2/ Quelles sont les limites de ce grand territoire ?

Certes le territoire fait sens à cette échelle métropolitaine en construction, mais ce sens est à mettre en perspective avec des territoires autres, notamment des centralités urbaines très proches, ou des terroirs à proximité, comme la Bourgogne ou Grenoble, qui sont souvent revenus dans les discours (par exemple à propos de choix résidentiels opérés par le passé) ; ont également été cités des territoires beaucoup plus éloignés, à l'échelle française (Paris, Valenciennes, la région Centre ont été mentionnés...) ou européenne, via des territoires de réseaux professionnels, de sociabilité ou d'engagements divers. Cela confirme une approche métropolitaine fondée à la fois sur le rayonnement et sur la mise en réseau avec d'autres territoires.



3/ Quels symboles ressortent de manière forte dans cette métropole en chantier ?

Le visuel ci-dessous, toujours construit à partir des 10 premiers entretiens analysés, met en évidence des éléments d'ordre symbolique qui reviennent de manière assez récurrente dans les discours. On retrouve aussi bien des éléments urbains que naturels (très localisés comme le Parc de la Tête d'Or), des éléments liés à des pays ou des terroirs (Monts du lyonnais, Monts du Forez, Pilat...), qui ouvrent le territoire métropolitain en chantier vers des territoires avoisinants, sans limites précises, et qui dépassent de loin les frontières administratives de l'agglomération ou de la région urbaine (le Charolais, les Côtes du Rhône, la Vallée du Rhône, le Vercors, le Mont Blanc...). La centralité lyonnaise apparaît fortement, avec des références à la Part-Dieu, la Croix-Rousse, Confluence, ou encore la Guillotière. Est également figuré (par des bonhommes en marche) un aspect impossible à localiser précisément : les réseaux humains qui construisent ces symboles-là, qui leur donnent ou pas de l'importance. Idem avec le vocable AOC (appellation d'origine contrôlée), qui renvoie à la dimension gustative.



4/ Entre territoire et terroirs : quels paysages gustatifs ?

Bien que les choses méritent encore d'être approfondies, une idée ressort très clairement des 10 premiers entretiens analysés : les personnes enquêtées considèrent ce territoire comme très riche, « multiple », « chanceux », comme un territoire « où l'on a de tout ». Cela est présenté comme un avantage, mais on peut également y voir un inconvénient, du point de vue identitaire : on ne distingue pas d'identité forte de cette région métropolitaine, malgré un patrimoine culinaire avéré et accepté comme tel. Celui-ci est reconnu, on parle des bouchons, de certains produits (abricots, blettes, vin...), des plats cuisinés, des fromages, etc, et les personnes peuvent localiser ces produits. Mais aucune identité gustative ou culinaire forte n'est distinguée sur le territoire. Comme s'il y avait dissociation complète entre le patrimoine culinaire, l'attachement à un certain type de cuisine, et le vécu des personnes, leurs pratiques quotidiennes, qui renvoient plus à une diversité de terroirs et à une culture gustative beaucoup plus large, plus internationale (les interviewés ont beaucoup parlé d'épices, de plats d'ailleurs...). Tous ces points sont encore à creuser, au regard notamment de l'ensemble des cartes mentales dessinées par les personnes interviewées.

B. Quels modèles d'urbanité, de rapport à l'urbain, les investigations en cours font-elles apparaître ?

I. Exposé de l'équipe GRAC (Groupe de recherche action). Recherche : « Expérimentations culturelles dans les brèches de la métropole ». Intervenants : Amandine Guilbert et Rémi Eliçabé

Amandine Guilbert aborde cette question des formes d'urbanité à partir de leur mise en critique, saisie en particulier à travers l'analyse des textes parus sur le site internet Rebllyon, qui constitue une référence pour les différentes mouvances radicales et contre culturelles lyonnaises. Il s'agit d'un site participatif, d'information alternative et de réflexion critique — c'est comme cela qu'il se présente —, une plateforme collaborative qui fonctionne à la fois comme un outil d'enquête collective et comme instance de publication des luttes locales. Et qui touche à toute une série de domaines, dont les phénomènes de métropolisation et l'ingénierie sociale. Compte tenu de la fréquentation du site, à savoir plusieurs milliers de connections par jour, on peut affirmer que Rebllyon participe de façon majeure à la constitution d'une conscience critique de la métropole. En passant par ce site de référence permet d'accéder à une critique et une théorie endogènes : la mise en cause de la métropole, dans ce cas, est bien du ressort des acteurs eux-mêmes. Par ailleurs,

le travail de collection, de compilation des informations sur le site se trouve largement pris en charge par l'outil collectif, ce qui entraîne une pluralité de formats de saisie des phénomènes urbains. Ces formats empruntent parfois au registre classique de l'urbanisme (approche fonctionnelle, analyse des composantes architecturales, de la problématique des flux...), parfois au registre d'une histoire politique des luttes urbaines ; et ils en passent assez systématiquement par des saisies du point de vue des usages ou des familiarités à la ville ou au quartier. Celles-ci pouvant se combiner à une approche esthétique où il est question d'interroger les ambiances, les agencements et reconfigurations sensibles liés aux opérations de réaménagement urbain, par exemple. Ces formes critiques articulent ainsi en permanence un registre de l'ordinarité, en rendant compte de ce qui se joue dans les usages courants, les attachements familiers aux choses et aux êtres qui peuplent la ville — autant de liens que les politiques de rénovation urbaine viennent mettre en cause —, avec un registre de la radicalité (dénonciation des ressorts au principe de ces politiques urbaines, et passages à l'acte, sur le mode d'effractions sensibles dans l'ordre de la ville).

L'équipe du GRAC a mis en évidence, de façon tout à fait provisoire, quatre lignes critiques à partir de l'analyse des textes de Rebellyon :

1/ La première consiste en une dynamique de dévoilement : ici, la critique est une procédure de vérité ; elle propose de dévoiler les intérêts cachés, l'impact des opérations d'aménagement sur la population et sur l'environnement urbain ; de rendre visible les vrais bénéficiaires du projet, les vrais donneurs d'ordre ; de dénoncer les collusions entre pouvoirs publics et intérêts privés ; elle implique de déconstruire les processus de légitimation des projets déployés par les pouvoirs publics (qui se cache derrière telle opération, telle *holding*, tel sigle ?)

2/ La seconde relève plutôt de la critique sociale : elle vise à dénoncer les inégalités produites ou reproduites par les projets de réaménagement, en mettant en cause tout particulièrement les processus de gentrification ou d'embourgeoisement de quartiers anciennement populaires. La critique procède là assez systématiquement d'une dénonciation des logiques économiques d'exploitation, de réduction de la ville à sa valeur marchande. Implicitement, la plupart des documents que les chercheurs ont pu analyser mobilisent des concepts des théories marxistes, ou empruntés à l'urbanisme critique. La critique est également située, dans le sens où elle repère les effets situés de la marchandisation, faisant fonctionner la définition canonique de la ville telle que Lefebvre l'a formulée : « *des rapports sociaux projetés au sol* ». La dénonciation de la gentrification de tel ou tel secteur urbain pointe la transformation de la ville dans ses bases sociales, à savoir le remplacement de la population ancienne d'un quartier par une nouvelle population économiquement favorisée (par exemple : les classes moyennes à La Duchère ou à Vaulx-en-Velin, les "bobos" à la Guillotière ou à la Croix-Rousse). Si cette critique est généralement articulée autour d'un projet précis (le Carré de Soie, le quartier Grôlée...), le projet est toujours perçu comme le précurseur sombre d'une transformation beaucoup plus importante de la ville (par exemple : « *Faire de Lyon un Dubaï sur Rhône* »). La critique parvient à suivre ces conflagrations d'échelle qui définissent tout particulièrement chez Lefebvre le phénomène urbain : ce qui vaut pour une rue ou un quartier vaut pour la métropole et exemplifie un processus d'ensemble. Les jeux d'échelle dont il s'agit ici ne sont pas de l'ordre d'une simple juxtaposition ; les mêmes processus d'aménagement du territoire et de mise en circulation généralisée travaillent sur les différents plans, les traversent et les nouent : la rue, la métropole, le pôle régional, la concurrence internationale. L'opération critique consiste précisément à rendre compte de cette absorption-distribution en fonction de la « *spirale capitaliste* » et de son déploiement « *fractal* ». L'idée d'une articulation entre les plans impliquant la réversibilité des jeux d'échelle : ce qui semble se limiter au quartier concerne en réalité une échelle plus vaste ; mais inversement, ce qui vaut à l'échelle de la métropole vaut aussi à toute petite échelle, pour le quartier. Ces renversements sont activés sur tous nos terrains pour décrire et mettre en cause le processus de métropolisation. La caractéristique de la critique mise en jeu tient donc à sa capacité de déplacement entre différentes échelles, jusqu'au plan de l'expérience sensible.

Tout se passe comme si ce changement d'échelle dans la critique induisait une transformation des ressorts critiques : on passe ainsi d'une dénonciation des processus d'exploitation et de marchandisation à l'échelle fonctionnelle, au plan économique, à une critique de l'aseptisation, de la normalisation ou du contrôle microscopique des formes de vie.

3/ Un autre plan de critique est celui des dispositifs de participation : les collectifs auxquels le GRAC s'est intéressé ont pour particularité de s'inscrire aux marges de la politique institutionnelle. La place qui est réservée aux habitants concernés par celle-ci est donc mise en cause. Ce qui est dénoncé, ce sont des processus de concertation « *bouclés par avance* », ou des conseils de quartier « *où rien ne peut être réellement décidé* ». C'est donc à d'autres formes de participation que ces collectifs travaillent à déployer, à rendre visibles et effectives — ce que les chercheurs ont appelé les "critiques mises en acte".

4/ Le quatrième ressort relève de la critique éthique, qui se manifeste quand le milieu de vie devient hostile, et dont on pourrait dire qu'elle subsume l'ensemble des autres critiques : elle va porter principalement sur la qualité sensible des espaces. La critique n'intervient pas en effet seulement sur le mode d'une dénonciation des intérêts contradictoires qui sont en jeu dans les grands projets urbains, elle révèle aussi les incidences de la rénovation urbaine sur les milieux de vie. Ces opérations sont dénoncées parce qu'elles fabriquent un cadre de vie très normé pour les citadins, y font disparaître certains usages, en prescrivent d'autres..., du fait des politiques d'hygiénisation des centres villes, de régulation de la circulation, etc. Ce qui traverse les textes parus sur Rebllyon, c'est cette destruction des liens sensibles, qui modifie les ambiances, transforme les ajustements corporels, pour les rendre à la ville marchande, au contrôle, à l'occupation policière des espaces ; c'est « *le nettoyage social et l'assainissement de l'espace public* », qui entraînent des déplacements des populations, des migrants, des personnes prostituées, des vendeurs à la sauvette... Ces opérations sont dénoncées par les collectifs non seulement en vertu de leur caractère inique au regard d'un critère de justice sociale, mais aussi dans la mesure où elles viennent imposer un certain style de vie en ville, qui a tendance à rendre impraticable d'autres modes d'existence. Lorsque les militants dénoncent « *les paysages de maquette ou de papier glacé* », ils ciblent du même coup l'ensemble des processus qui arrachent la ville aux usages populaires (les moments de bavardage ou de dérive que l'on partage entre amis ou entre voisins) ; qui visent à « *décramponner de la chaussée* » ces groupes informels, ces rassemblements intempestifs (les hommes debout de la Place du Pont, les squatters des halls d'immeubles...) ; ou encore à livrer les rues à la pure circulation et au mode de vie moderne, aux êtres circulants par excellence (« *les cadres, les étudiants, les touristes... ou les nouveaux conquistadors* »). Le travail critique qui est élaboré sur ces terrains dessine une trame de lisibilité à partir de récits sensibles de la ville qui se transforme. Les collectifs se donnent pour objectif de traduire cette expérience en énoncés critiques, l'enjeu étant pour eux de donner à entendre d'autres récits de la ville, non officiels et inaudibles, quand les campagnes de communication des promoteurs et des pouvoirs publics imposent la figure d'une « *ville qui gagne* ». Plusieurs articles dénoncent par exemple les phénomènes de patrimonialisation en cours à Lyon ou à Saint-Etienne, mettant en cause la muséification de la ville et ce qu'elle implique en termes d'atteinte pour la mémoire ouvrière ou pour les sociabilités populaires, pour la possibilité d'habiter à l'ordinaire. Entrent dans ce registre des dénonciations des Journées Européennes du Patrimoine, « *qui invisibilisent ceux qui ont construit les édifices visités* », de la touristification de la Croix-Rousse, qui implique une « *aseptisation de l'environnement* » (à travers les campagnes anti-tags ou contre l'affichage libre), ou un renchérissement du coût de la vie, une présence policière accrue. Les articles plus récents que l'on trouve sur Rebllyon actualisent cette dénonciation à travers la critique du *branding*, autrement dit la manière dont Lyon cherche à s'associer une marque distinctive, à travers de grands événements (les Biennales) ou de grandes opérations de prestige (OL Land, Carré de Soie, Up in Lyon...), pour jouer sa carte au sein d'une concurrence internationale des grandes métropoles.

Les luttes, les résistances, les contre-propositions qui sont associées à ces critiques dessinent une autre métropole, qui va de la plus petite opération dans un quartier à la ligne TGV Lyon-Turin, et qui finalement se déploie un peu partout : à travers des tracts de riverains pour une mobilisation contre des antennes-relais ou la défense du Parc de la Sarra, aussi bien que dans le rassemblement de plusieurs milliers de participants contre la ligne TGV Lyon-Turin. Sachant que l'épicentre, dans ces deux cas, est assez éloigné (le Val de Suze ou le sillon alpin pour les luttes anti-JO), la métropole lyonnaise pouvant parfois n'être concernée que comme un point du réseau (lutte contre l'autoroute A45).

II. Exposé de l'équipe UMR PACTE, associée à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Recherche : « Scènes et milieux de la créativité métropolitaine à Lyon et Saint-Etienne ». Intervenant : Vincent Guillon.

Sans s'être posé directement la question des registres d'urbanité mis en jeu dans les pratiques des "travailleurs du code" qu'elle a suivis, l'équipe s'est prêtée à l'exercice d'une déclinaison de ce sujet à partir de ses résultats d'enquête, pour les besoins du présent séminaire. Elle présente quelques éléments d'analyse, qui n'apparaîtront sans doute pas comme tels dans son rapport final.

- Du point de vue de la citadinité : on peut dire qu'elle est très éclectique, le milieu considéré se constituant à la frontière de plusieurs mondes sociaux et plusieurs types ou formes d'activité — les mondes de l'art, de l'informatique, de l'ingénierie, de la technoscience, du *hacking*, et de ce qui pourrait être aussi un mouvement politique. Ce milieu, qui se constitue *a minima* sur le partage d'un langage commun et de la maîtrise d'une compétence (le code informatique), a une capacité à se saisir de différentes qualités des espaces de la ville et plus largement de tout ce que peut offrir une ville. Sans complexe, ses membres peuvent investir aussi bien les marges que les lieux et événements caractéristiques de la centralité métropolitaine. Ils font des allers-retours entre les friches (friche RVI, au sein de laquelle le milieu s'est historiquement constitué, ou aujourd'hui Friche Lamartine), des lieux centraux et des lieux "invisibles" (magasins informatiques qui n'ont aucune visibilité extérieure mais qui articulent une communauté de passionnés). Le milieu se caractérise également par une confusion entre le travail, le *hobby* et la sociabilité ; un aspect qui n'est pas nouveau en ce qui concerne le monde de l'art, mais qui devient intéressant dès lors que l'on dépasse les frontières de celui-ci.

- Du point de vue de la civilité : la question est à la fois centrale et marginale dans ce milieu-là. Elle est en particulier à l'œuvre dans ce que ses membres appellent le *living art*, autrement dit « *un art qui vit et à vivre* », qui dépend de la manière dont le public s'implique, via des dispositifs interactifs. On retrouve cet élément fondamental aussi bien au théâtre que dans des expositions ou à la Fête des lumières (qui constitue un vrai marché du travail pour eux). La production artistique considérée implique directement la sociabilité du spectateur et permet, de manière très circonscrite, à un moment donné, sur un espace donné, d'interroger en creux les conventions sociales, de renégocier les règles de l'interaction entre tous ceux qui participent à l'événement. C'est en cela que la notion de civilité peut-être mobilisée dans l'analyse de ces pratiques.

- Du point de vue de la citoyenneté : il s'agit d'un aspect fondamental pour le milieu en question, qui revendique ce que l'on peut appeler une « *éthique hacker* », autrement dit un rapport au numérique qui ne se fonde pas uniquement sur des aspects fonctionnels, pas uniquement sur le numérique comme media. Cette éthique puise dans la critique radicale de la propriété intellectuelle, à laquelle les travailleurs du code opposent *l'open source*, la culture du libre..., toutes ces tendances qui valorisent la créativité individuelle comme un bien commun — chaque résultat d'une production pouvant être utilisée, testée et développée par un autre individu, dans une chaîne de créativité qui ferait bien commun. Ils se rapprochent ainsi de communautés "libres" qui s'investissent dans des modes de fabrication plus courts, où l'on travaille directement la matière

(comme les *fablabs*, *l'opendesign*...). Participe aussi à cette éthique une confusion des rôles et des fonctions, notamment dans la pratique artistique : on passe facilement, dans ce milieu, du rôle de concepteur, à celui de développeur ou d'utilisateur. Cette manière de sauter constamment d'une place à l'autre étant au fondement de cette éthique de *l'open source*, où l'on peut sans arrêt remonter au code et le modifier.

Les chercheurs se sont aussi interrogés ces derniers mois sur le constat qu'ils avaient fait de deux territoires (Lyon et Saint-Etienne) ne fonctionnant pas ensemble, du point de vue du champ de la création numérique. Ils ont ainsi exploré la façon dont se constituent de part et d'autre les réseaux de relation, de coopération et d'interconnaissance, en interrogeant, côté stéphanois, des "créatifs" qui sont dans le web, le multimedia, qui utilisent l'outil informatique..., ainsi que des associations comme *Culture et coopération*, qui tente de fabriquer des *fablabs*, des tiers lieux. Il s'agissait de savoir si tous ces acteurs qui mettent en œuvre de nouveaux modes de travail, qui placent l'outil numérique au centre de leurs préoccupations, participaient ou non au milieu des arts numériques. Les résultats, encore provisoires, de ces investigations, tendent à montrer que deux registres de production du capital social se dessinent, à Lyon et à Saint-Etienne.

- Côté stéphanois, un registre que les chercheurs ont appelé de « *sociabilité élective* » : apparaît en effet dans ce champ d'activité-là une société locale relativement intégrée, avec des liens de solidarité et de coopération qui sont plutôt tacites, renvoyant en quelque sorte à l'image du village, avec un horizon de coopération et d'activité circonscrit au territoire stéphanois, à un espace « *fini* », en quelque sorte. On a ici une sociabilité qui mêle à la fois la recherche de compétences et les amitiés, le plaisir de travailler ensemble, ce qui se voit notamment dans la façon les uns et les autres racontent comment se construisent les groupes projets. Il n'y a pas ici de concurrence pour structurer un milieu, raison pour laquelle on ne voit pas apparaître ce que les chercheurs ont appelé des *gatekeepers*, ces intermédiaires qui permettent de « *mettre à l'équerre* » la société dans son espace. La société constituée par ces travailleurs est « *d'équerre avec son espace* », elle n'a pas besoin de cette activité de mise en cohérence entre un réseau social et son territoire. De ce point de vue, ce qui se joue-là s'apparente selon les chercheurs à la notion de district industriel, telle qu'elle a été par exemple développée dans les travaux d'Arnaldo Bagnasco, avec des pratiques de réciprocité de long terme, une organisation relativement autosuffisante de relations quotidiennes et d'interdépendance.

- A l'inverse, sur l'axe Lyon-Grenoble, on voit apparaître un autre registre d'organisation des coopérations, qui relève davantage des affinités, avec un caractère métropolitain beaucoup plus affirmé, marqué par l'anonymat, la diversité des mondes, et une nécessité d'organiser la mise à l'équerre du milieu dans son espace — d'où le rôle fondamental de ces *gatekeepers* que sont l'AADN, Metalab..., qui vont permettre d'articuler les réseaux d'affinité. À l'idée du district industriel s'oppose en miroir l'idée du cluster métropolitain, avec cette organisation en quelque sorte artificielle de la société, en vue de créer du capital social. On voit également se déployer des logiques spatiales de l'opportunité, vers des espaces plus lointains. Le territoire apparaît ici moins « *fini* » du point de vue des pratiques des acteurs, qui s'étendent du côté de Bourgoin-Jallieu, Grenoble, Valence...

III. Exposé de l'équipe Atelier Politopie. Recherche : « Représentations territoriales des Amapiens (consommateurs et producteurs en Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne). Quel(s) sens pour la métropole Lyon / Saint-Etienne ? ». Intervenantes : Théa Manola et Nathalie Gurlot.

L'équipe de Politopie ne s'est pas non plus posé de manière directe la question de l'urbanité — un terme qui ne semble pas faire sens pour les Amapiens. Les chercheurs parleront donc plutôt ici

"d'urbain" : comment l'urbain est vu, ou vécu, représenté, par les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête.

- A priori, pour les Amapiens enquêtés, la ville semble s'opposer à une certaine idée de la nature, de la « *campagne* » (c'est le terme le plus employé dans les discours). Sans être idéalisée, cette dernière se voit en effet attribuer des caractéristiques sensorielles distinctives. La ville renvoie au bruit, aux mauvaises odeurs, aux grands immeubles, à la densité... , quand la campagne ou la nature vont être associées à des sensations plus agréables (même si ce discours est à nuancer : des désagréments sensoriels sont aussi apparus côté campagne, notamment à propos du couloir de la chimie, mentionné par plusieurs interviewés.)

- Si donc, au premier abord, la ville va être opposée à la campagne, elle est toujours en même temps associée à cette campagne, dans une relation de quasi dépendance : l'urbain ne peut pas survivre si la campagne n'est plus là, notamment pour des questions d'autosuffisance alimentaire. Inversement, la campagne est dans une moindre mesure associée à l'urbain : ce sont plutôt alors des services liés à une certaine forme d'urbanité ou des pratiques urbaines qui sont évoqués (éléments culturels, de santé, ou d'emploi, et plus largement économiques). Dans ce rapport un peu déséquilibré entre ville et campagne, l'Amap va souvent avoir un rôle de passeur ou de médiateur entre deux territoires qui semblent séparés : d'un côté, pour les Amapiens urbains, l'Amap va « *apporter la campagne ou la nature dans la ville* » ; de l'autre côté, pour les Amapiens installés dans des territoires plus ruraux, l'Amap va faire entrer les espaces urbains dans les espaces pratiqués, sinon de manière quotidienne, au moins hebdomadaire.

- Par ailleurs, on constate une double représentation du territoire métropolitain : l'une uniquement orientée vers ses caractéristiques urbaines, qui va être défendue par les personnes habitant en ville ; l'autre, plus mixte, plus proche d'une logique de grand territoire, et qui est plutôt portée par les Amapiens non urbains. Dans les deux cas, l'urbanité (ou l'urbain et ce qui l'accompagne) va être plutôt teintée de caractéristiques négatives — à l'image d'une "métropole" également perçue de manière peu positive. Cependant dans cet esprit général, la ville apparaît aussi comme un espace des possibles : elle devient positive par ce qu'elle nous permettrait de faire dans un futur plus ou moins éloigné. Quelques thématiques ressortent dans cet espace des possibles : les transports, l'urbanisation et son contrôle, la question de la culture, la question environnementale et la question de la santé : autant de domaines apparus comme étant à gérer de manière large, et où l'urbain aurait un rôle important à jouer.

Au final, que peut-on dire de cette "urbanité" parlée par les Amapiens ? D'abord, qu'elle n'est pas forcément attachée à l'espace urbain ; elle est attachée aux personnes, aux liens de sociabilité, ce qui révèle une tension entre un espace matériel et un espace social. Ensuite, qu'elle relève aussi, pour beaucoup d'Amapiens, d'un engagement dans les communs de la cité : on peut alors distinguer une tension entre l'urbain et la cité, entre une spatialité spécifique et une dimension politique des modes de vie et d'implication. Enfin, l'urbanité serait aussi mise en lien très clairement avec la non urbanité : elle est mise en tension, dans les discours, avec ce qui est non construit, la nature, l'espace agricole, ou du moins l'espace non urbanisé ; des craintes très fortes étant exprimées relativement à l'étalement urbain, au grignotage des terres agricoles — que la métropolisation semble accompagner ou engendrer, pour beaucoup de personnes. En résumé, on peut dire que l'urbanité apparaît très peu de manière directe dans les discours des Amapiens ; la notion est a-spatiale, surtout associée à du réseau social, à de l'engagement politique, à une certaine éthique contemporaine.

C. Quelles valeurs les pratiques / représentations / expérimentations observées mettent-elles en avant ?

I. Exposé de l'équipe GRAC (Groupe de recherche action). Recherche : « *Expérimentations culturelles dans les brèches de la métropole* ». Intervenant : Rémi Eliçabé

Rémi Eliçabé explique, à propos de cette question des valeurs, que l'équipe est très attentive à ce que sa grille d'analyse n'écarte pas l'hétérogénéité de ce qu'elle enregistre sur le terrain. Ainsi, la notion « *d'anti-utilitarisme* », empruntée à la Revue du Mauss (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), qui pourrait apparaître pertinente pour décrire ce que les collectifs observés mettent en œuvre pour répondre à une certaine conception de la métropolisation, s'avère inadaptée. Même si des éléments du type espaces de gratuité, prix libre, pratiques empathiques, pratiques de don... apparaissent, la dynamique générale n'est pas de cet ordre-là. Elle n'est pas non plus de l'ordre d'une alternative. L'alternative se définit comme un dehors, comme une autre voie. L'équipe du GRAC préfère une autre formule pour décrire l'activité de ces collectifs, en expliquant qu'ils sont « *contre la métropole, tout contre la métropole* » ; formule qui permet de faire exister la conflictualité et en même temps de dire combien celle-ci n'est pas extérieure. La position qu'occupent ces collectifs n'est pas en effet celle du négatif, de la pure contestation, qui serait le revers de la métropole. Elle est plutôt du registre de la critique, pensée comme un *hostis*, une hostilité — la racine étymologique équivoque de ce terme venant aussi qualifier l'hospitalité. Il ne s'agit pas de « *faire face* » à un ennemi commun à tous les collectifs, à une entité stable et bien identifiée (comme le faisait le marxisme en parlant de « *faire face au capitalisme* », ou à l'économie politique). Là, l'ennemi n'est plus vraiment perceptible, on ne peut plus le qualifier réellement, donc on va plutôt parler d'un « *milieu hostile* », auquel on s'affronte.

Les collectifs en question ne sont donc pas du côté de la pureté, ils se caractérisent plutôt par leur hybridité. Ils font preuve de pragmatisme, non pas au sens d'un fonctionnalisme ou d'un opportunisme, mais bien plutôt au sens d'une empirisme que l'on pourrait qualifier de radical. C'est-à-dire qu'ils donnent un primat à l'expérience et aux conséquences de l'expérience sur la vie quotidienne. Ce à quoi tiennent les collectifs (ce qui est de l'ordre des valeurs, autrement dit) c'est une certaine attention à ce qui les entoure. Sachant que ce qui les entoure, c'est aussi bien le coin de la rue où ils habitent que la ville dans son ensemble, ou encore telle musique produite à l'autre bout du monde. Du coup, la question des valeurs s'effectue moins dans les rappels de grands principes (le « *do it yourself* », l'autonomie des luttes, la liberté de création et de diffusion...), que dans les choix qui vont être faits au gré des occasions et des rencontres. Par exemple, le choix fait par Avataria d'organiser son festival dans le Musée de la Mine, ou le choix de Grrrnd Zero, à un moment donné, de collaborer avec la mairie de Lyon. Rémi Eliçabé souligne ainsi la congruence entre le type de saisie sociologique que propose le GRAC et le type de pratiques qui sont celles des acteurs : les uns comme les autres sont dans une approche quasi-éthologiste de milieux perceptifs, relevant d'une « *connaissance ambulatoire* » — ainsi que décrite dans la théorie de la connaissance de William James : c'est en avançant dans l'expérience et en rectifiant l'expérience que l'on produit un modèle de connaissance.

Forte de ce parti pris, l'équipe du GRAC avance trois questions, en guise de conclusion provisoire à ses réflexions sur les valeurs mises en jeu par les collectifs qu'elle accompagne (ces points devant être creusés d'ici la fin de la recherche et le rendu du rapport final).

1. Les valeurs se subsument à cette question centrale : à la fois comment habiter dans ces métropoles en chantier, dans des villes en métropolisation permanente, et comment perdurer ? (nombre des actions contre-culturelles radicales, ou des collectifs qui les portent, se caractérisant par leur durée de vie très réduite, leur caractère éphémère.)

2. Qu'est ce que ces pratiques culturelles font à la métropole ? Autrement dit, quelle sensibilité diffusent-elles, quel monde commun tentent-elles de composer ? Il faudrait voir en la matière du côté de la « *culture pratiquée* », au sens de Michel de Certeau : la culture comme un cheminement, au sens matériel du terme (on chemine dans la culture comme on marche). On voit ce processus à l'œuvre dans la continuité qui s'instaure entre des pratiques quotidiennes et des pratiques musicales : non pas seulement le fait d'aimer la musique, mais aussi de jouer de la musique, de fabriquer une programmation, des visuels et des textes pour la promotion des événements, d'assurer de la présence lors de ceux-ci... ; autant de pratiques qui sont liées indifféremment à l'écoute de la musique et à la pratique de l'espace urbain. On peut poursuivre cette idée de la culture pratiquée avec une figure récemment mise en avant par Jacques Rancière dans son livre « *Le spectateur émancipé* » : on insisterait alors sur la réversibilité des positions, entre les amateurs de musique, les organisateurs de concerts, les artistes, les penseurs, les philosophes, les usagers de la ville..., voire les sociologues. Tout cela dessine selon les chercheurs un « *tissu éthique* », c'est-à-dire une certaine teneur sensible, dont la musique est le vecteur, mais dont elle n'épuise pas tous les registres, puisqu'elle charrie avec elle des questions politiques (« *Comment vivre en ville aujourd'hui avec les Roms ?* », par exemple) et des questions ontologiques (« *Quels êtres nous entourent ?* » et « *Quels sont les êtres qui comptent pour nous ?* »). On peut dire que la musique se construit à la fois comme émergence toujours possible d'un commun (avec ces questions réitérées en permanence : « *Avec qui cohabitons nous, dans la ville et dans le monde indistinctement ?* ») et comme proposition de pratiques qui seraient « *incommensurables* » (selon les termes de Jean-Luc Nancy), c'est-à-dire qui ne trouveraient pas leur place dans l'équivalence marchande. Cette émergence-là correspond au versant positif de la critique éthique de la métropole comme milieu de vie : il s'agit en effet pour les collectifs d'opposer à la métropole non pas tant des arguments ou des registres d'action militants, que des manières de faire (Michel de Certeau), d'autres registres sensibles de la vie en ville, des questions politiques, culturelles, ou directement philosophiques.

3/ Comment passe-t-on de l'incommensurable à l'économie ? Ou, pour le dire autrement : qu'est-ce les collectifs font de l'économie ? Ils ne sont pas en effet dans une pure extranéité par rapport à l'économie. Leurs pratiques renvoient bien à une économie pratiquée, mais celle-ci n'est pas régie par un principe de croissance ou de rentabilité. Ils sont évidemment en retrait par rapport à l'économie marchande, l'économie comme mise au travail, ils sortent des logiques de concurrence, d'exploitation, au profit de notions comme celles d'échange de services, de prix libre..., qui déconnectent partiellement la question des coûts de celle des bénéfices ; ils tentent aussi de « *sortir de la société de consommation* », par la récupération de denrées alimentaires et d'objets usagés, par la mise en place de zones de gratuité ; ils prennent en compte la valeur sociale produite (tous les activistes des deux collectifs concernés sont bénévoles, alors que nombre des groupes de musique qui sont programmés sont professionnels ou semi-professionnels, ce qui complexifie les choses). Le domaine où la question de l'économie se pose de la manière la plus vive est sans doute celui de l'entretien des réseaux indépendants, artistiques et musicaux. Les collectifs ne cessent de se poser cette question : comment faire perdurer ces réseaux, sans que les artistes ne soient condamnés à mourir de faim, mais sans pour autant basculer dans l'économie marchande ? Ou : comment maintenir une activité économique sans qu'elle soit la détermination première de la pratique ? La réponse qui semble se dégager, dans les deux collectifs, s'apparente à une logique de sortie de l'économie et de prise en compte des nécessités vitales de poursuite et d'entretien des réseaux (tout ce qui passe dans le circuit de l'économie, essentiellement la rémunération des techniciens et des groupe, va contribuer à entretenir vivants les réseaux de producteurs, de tourneurs, d'artistes et d'amateurs.) C'est ainsi que l'on pourrait expliquer que les deux collectifs en question, Grrrnd Zero

et Avataria, perdurent, sous des formes différentes, depuis 20 à 30 ans. Ils ont réussi, d'une certaine manière à « *tenir la ligne de crête* » entre l'idée que les artistes pouvaient vivre de leur pratique et l'idée que l'on pouvait continuer à développer une culture autonome ; sans pour autant définir une charte du politiquement correct au sein des associations : cela se réalise essentiellement par des ajustements pratiques, en fonction des occasions auxquelles il se confrontent.

En conclusion, le GRAC fait remarquer que si ce n'est pas l'économie marchande qui a réussi à faire tenir ces collectifs (comme on le pense souvent), ce n'est pas non plus leur institutionnalisation. Les lieux qu'ils ont investis et qu'ils font vivre ne sont pas devenus des lieux de la politique culturelle de Lyon ou de Saint-Etienne. Ce qui se joue là a plutôt à voir avec de la sédimentation, ce terme impliquant un rapport au sol : quelque chose s'est sédimenté, particulièrement à Saint-Etienne. Et ce que leur expérience éclaire, c'est une certaine manière de « *faire avec les institutions* » tout en gardant une autonomie, une capacité à produire et à diffuser ces réseaux de musique alternative.

II. Exposé de l'équipe UMR PACTE, associée à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Recherche : « *Scènes et milieux de la créativité métropolitaine à Lyon et Saint-Etienne* ». Intervenant : Vincent Guillon.

En guise d'intervention conclusive, Vincent Guillon explique que les chercheurs sont passés d'une ville créative à l'autre, au fil de leur enquête. Ils pensaient interroger un lien (le lien d'innovation économique) et il s'avère qu'ils en interrogent un autre : celui de l'innovation sociale. Ils ont cherché à mettre à l'épreuve une présomption qui traversait le discours politique (à travers le label "ville créative", ou la notion de "quartier créatif" à Saint-Etienne) ; présomption selon laquelle la vie artistique alimenterait les industries créatives — qui elle-mêmes soutiendraient l'innovation dans le reste de l'économie, selon un cercle vertueux, par des transferts successifs, où les produits et services culturels formeraient un stock d'idées et de références contribuant à enrichir l'activité d'une diversité de secteurs économiques. C'est ce lien entre art et industrie créative qu'ils ont voulu questionner, à travers l'entrée du numérique, en s'interrogeant sur le rôle des arts et de la culture en tant qu' *inputs* dans les systèmes productifs : en quoi le développement artistique et culturel d'un territoire renforce-t-il ses aptitudes à la créativité et à l'innovation économique ?

Ce que l'enquête de terrain a montré, c'est que cette présomption de transferts et de fécondation réciproques n'est pas réellement fondée ; le milieu de la création artistique numérique et le milieu des industries de l'image et du jeu vidéo constituent deux écosystèmes distincts, qui ont peu de liens entre eux. Et le territoire n'opère pas de lien entre art et industries créatives — ce qui ne veut pas dire que ces liens n'existent pas, mais que le territoire métropolitain étudié ne joue pas, n'est pas moteur, dans cette relation. Ces résultats vont à contre-courant de toute une littérature sur les industries créatives et l'économie de la connaissance, qui tend à fonder ce lien. Ils rejoignent en revanche les conclusions de la canadienne Myrtille Roy-Valex, dans sa thèse sur l'industrie du jeu vidéo à Montréal.

Par ailleurs, s'il existe bien une proximité de techniques entre ces mondes industriels et artistiques, la recherche a mis en évidence une grande distance idéologique entre les deux, qui compromet toute tentative de coopération. En termes de valeurs, la distance est flagrante en effet : celles qui ont cours dans le monde de l'art numérique promeuvent une vision du monde qui se réfère à la culture du libre, à l'*open source*, à la culture du partage... ; la distance idéologique est forte avec le monde de l'industrie qui, lui, est sur une logique entrepreneuriale, commerciale, qui vit sur des rentes liées à la propriété intellectuelle. C'est au niveau des valeurs que le lien ne se fait plus. C'est en raison des valeurs qu'ils défendent que ces deux écosystèmes se construisent parallèlement, malgré un

outil commun et de la créativité dans ces deux mondes-là. On a bien deux visions du monde : le *hacking* d'un côté et la propriété intellectuelle de l'autre.

Toujours au niveau des valeurs, les chercheurs ont également noté une dissonance avec les pouvoirs publics locaux, à présent que l'accent est mis davantage sur le "créatif" que sur l'artiste, sur le produit plutôt que sur l'œuvre, et sur la contribution plutôt que sur la création. Cette évolution rend d'une certaine manière le milieu des arts créatifs invisible, du fait même de la manière dont il s'est structuré — à la différence de la période 2005/2010, marquée par la vitalité du jeu vidéo dans le Grand Lyon. D'où la question : Où est la ville créative, aujourd'hui ? Où se situe cette potentialité d'innovation ? La recherche montre qu'elle ne se situe peut-être pas dans la relation entre un secteur artistique et un secteur industriel, mais davantage dans des mondes où se réinventent les logiques sociales et professionnelles de production, d'organisation du travail (*fablabs*, *hackers spaces* ou autres espaces de coopération plus ou moins organisés ; qui font intervenir artistes, ingénieurs, bidouilleurs, amateurs, etc.) ; logiques qui ne bénéficient pas encore d'un éclairage institutionnel important.

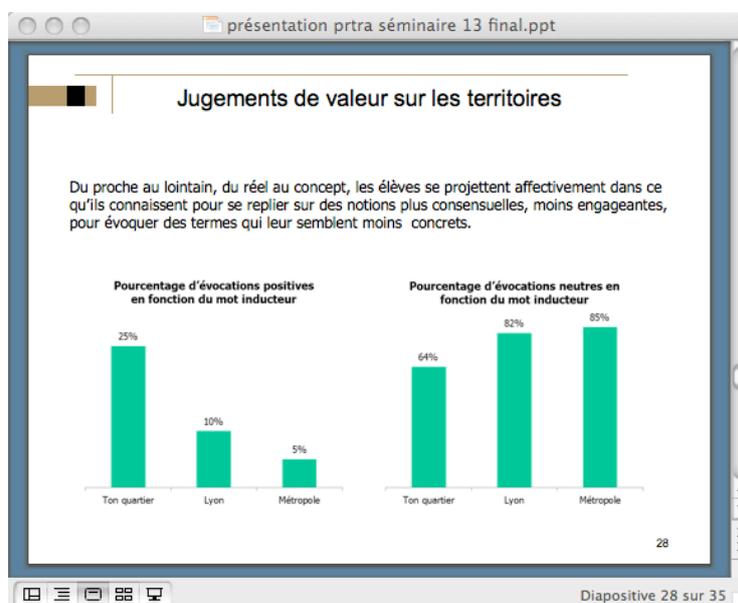
Concernant les accords et désaccords entre différentes visions du territoire métropolitain Lyon / Saint-Etienne, Vincent Guillon explique que la scène des arts numériques donne à voir un territoire à la fois plus large et plus étroit que celui de la vision institutionnelle. Plus étroit dans le sens où son hypercentre se situe vraiment au cœur de Lyon : c'est là où il vibre, où les réseaux d'affinité sont construits ; et plus large, puisqu'il comporte une dimension régionale, qui dépasse très largement le "Pôle métropolitain" tel qu'il est envisagé actuellement. La "métropolisation" entre Lyon et Saint-Etienne, cette hypothèse d'un espace qui serait plus dense au niveau des liens, n'a pas d'existence pour les acteurs, dans ce domaine d'activité. Quelque soit l'angle à travers lequel on pose cette question, que ce soit l'organisation du milieu, les liens de coopération qu'entretiennent ses membres, le marché du travail, les mobilités, les représentations, les stratégies d'acteurs, la manière dont ils construisent leur carrière artistique..., ce territoire n'a pas de sens particulier. Les dynamiques spatiales tendent davantage vers l'Est et vers Grenoble, autrement dit vers un autre pôle métropolitain, qui a fait le choix du sillon alpin. Du point de vue de la création numérique — qui constitue certes un petit milieu — la "métropolisation" ou la "régionalisation" tendent davantage vers l'Est. Autrement dit, la conscience métropolitaine, dans ce milieu-là, ne recoupe pas la construction politique institutionnelle de la métropole, telle qu'elle est produite actuellement.

En même temps, on peut dire qu'il existe une certaine cohérence avec les logiques institutionnelles : on se rend compte en effet, à la fois au niveau de la culture et des industries créatives, que la stratégie élaborée au niveau du Pôle métropolitain repose sur une somme d'éléments disparates et d'entités bien distinctes, auxquels est donnée une nouvelle signification géographique. A l'Ouest de la métropole (Saint-Etienne), les institutions valorisent la Biennale du design, en essayant de lui donner un sens géographique plus large ; idem avec le jazz à Saint-Etienne, ou avec l'art contemporain à Lyon, ou le cirque à Bourgoin. Cette considération événementielle de la métropole se retrouve à travers la perception qu'en ont les acteurs : ils ont eux aussi une conscience métropolitaine événementielle, qui s'organise par spécialités (le design à Saint-Etienne) — avec dans le fond une métropole construite comme un chapelet, où l'on va accumuler les éléments distinctifs. On peut se demander, conclut Vincent Guillon, si c'est suffisant pour « *métropoliser les pratiques* », pour densifier les relations et construire un milieu artistique à cette échelle métropolitaine.

III. Exposé de l'équipe UMR Triangle, OSL (Observatoire Social de Lyon) et CAUE du Rhône. Recherche : « *Les représentations du territoire métropolitain des lycéens à l'épreuve d'une action pédagogique : la métropole en mouvement* ». Intervenants : Philippe Chaudoir et Maël Meralli.

Philippe Chaudoir rappelle la volonté de l'équipe d'aborder véritablement la métropolisation "par le bas", autrement dit par des pratiques tout à fait quotidiennes, banales, a priori inintéressantes, en l'occurrence celles de lycéens. D'où la présentation très pragmatique qui est proposée aujourd'hui — l'idée étant de remonter en généralité progressivement à partir de ces résultats, pour essayer de comprendre le rapport entre ces pratiques banales et les perceptions du fait métropolitain, de la part de ces jeunes gens.

Maël Meralli expose ensuite que les chercheurs sont repartis de l'échelle du quartier, pour montrer en contrepoint quelles valeurs les adolescents interrogés donnent à la métropole. Ils ont relevé trois ensembles de valeurs, autour des activités de loisirs (les valeurs récréatives), de la domination métropolitaine et de la relation entre l'urbain et le rural. Comme le montre le schéma suivant, le terme de quartier suscite de la part des élèves beaucoup d'évocations positives, celles-ci décroissant pour le terme de métropole, où la neutralité prend le pas.



Le quartier apparaît comme lieu de l'intimité et de l'affectivité. Il est vu globalement par les élèves comme un lieu rassurant, où ils ont leurs repères. Les évocations positives seront du type : « *convivial* », « *joyeux* », « *apaisant* », « *beau* », « *agréable* », « *amis* », etc. Même lorsque les évocations sont négatives, elles restent très chargées affectivement : « *triste* », « *ennui* », « *pourri* », « *terne* », etc. Ces observations ont été confirmées en entretiens : lorsque le quartier est mis en rapport avec Lyon et la notion de métropole, soit il est l'objet d'un plaidoyer (comme s'il fallait le défendre des attraits de la grande ville), soit il est dénigré, l'élève manifestant une impatience de le quitter pour s'installer dans une zone considérée comme plus attractive, généralement plus proche du centre.

Lyon apparaît comme un lieu moins investi affectivement, mais attractif pour les jeunes urbains. Les évocations induites sont plus de l'ordre du concept, moins de l'affect. Elles sont moins positives que pour le quartier (10% contre 25%), et plus neutres (mais beaucoup plus situées que pour la notion de métropole). Les évocations positives vont être : « *beau* », « *accueillant* », « *culturel* », « *convivial* », « *pratique* », etc. Les évocations négatives, elles, seront plus de l'ordre

de : « *stress* », « *pollution* », « *chômage* », etc. Deux points sont à relever : plus les élèves sont âgés, plus ils pratiquent le territoire de Lyon, plus leurs évocations s'appuieront sur des activités (cinéma, shopping, etc.) ; les jeunes urbains sont beaucoup plus enclins à voir les côtés positifs de Lyon alors que les jeunes ruraux mettront plus spontanément en avant les côtés négatifs.

Quant à la métropole, elle est parlée comme un lieu neutre, peu investi affectivement, comme une image éthérée. Cependant, des distinctions apparaissent entre les élèves. Trois groupes d'élèves émergent : le premier, pour qui la métropole reste une entité abstraite et neutre, qu'ils ne parviennent pas à s'approprier ; le second, pour qui la métropole représente un mode de vie associé à des évocations positives ; le troisième, pour qui la métropole est un danger associé à des évocations négatives. Le dernier groupe est surtout représenté par les élèves ruraux peu habitués à la densité urbaine. La différence entre les deux premiers groupes se fait essentiellement sur l'âge et le développement de pratiques autonomes du territoire. Cependant, les entretiens ont montré que lorsque la métropole est vue comme positive par les élèves, ils considèrent le terme « *métropole* » comme proche de « *Lyon centre* ». Ils pourront par exemple décrire la métropole ainsi : « *On peut tout faire, c'est accessible, tout est regroupé.* »

1. Première valeur associée à la notion de métropole (ou de grande ville) : la fonction récréative

Si le quartier évoque la convivialité et l'intime, la métropole évoque beaucoup plus une grande ville avec des magasins et des services. L'accessibilité à ceux-ci, la consommation, les loisirs... sont mis en avant. Les adolescents interrogés vont en ville pour ça : « *C'est bien, parce que c'est accessible, qu'on a le choix* », etc. Les géosymboles utilisés renvoient :

- aux grands équipements de consommation, de loisir ;
- à la modernité, exprimée par les tours (la tour Oxygène est vite entrée dans les représentations comme un élément important)
- à des territoires disposant de ces équipements (Part-Dieu, Carré de Soie, Confluence), les équipements commerciaux prenant le pas sur les autres fonctions de ces sites, qui sont invisibilisées (emplois, transport, hippodrome, etc.). C'est vraiment le centre commercial qui symbolise pour les élèves leur vision de la grande ville. Et plus encore les centres commerciaux récents.

On note ainsi :

- des représentations orientées autour des éléments de modernité, attractivité et réputation.
- des représentations qui coïncident avec les pratiques de la ville : loisir, shopping, événements.
- le vecteur de la publicité, important dans la construction des représentations.

La métropole est associée à Lyon, parce que Lyon possède les principaux éléments de cette marchandisation. Lyon se rapproche du statut de métropole grâce à sa capacité à démontrer sa puissance, en multipliant ce type d'équipements. C'est le mode de vie urbain que les élèves considèrent comme attractif : « *Une métropole, c'est dynamique, ça regroupe toutes les activités, c'est centralisé, c'est attractif* »

2. Seconde valeur associée à la notion de métropole pour les adolescents : une relation de domination entre les villes

Le concept de métropole renvoie pour eux à la puissance : on le voit à travers les mots évoqués : « *capitale* », « *Paris* », « *puissance* », « *New-York* »... ; et les tours sont le symbole de cette puissance. En revanche, tout le discours porté par les institutions sur la compétitivité internationale, sur la nécessité pour Lyon de se positionner par rapport autres métropoles européennes, est complètement absent du discours des adolescents. On est vraiment sur une idée de domination locale : il y a la grande ville et son arrière-pays, qu'elle doit dominer, qu'elle gère, qu'elle dirige, certains élèves évoquant la notion de responsabilité (Lyon se doit de bien faire les choses parce

qu'elle a la responsabilité de ce grand territoire). Lyon, en tant que métropole, est ainsi vue comme le chef des communes avoisinantes, parfois même de Saint-Etienne. Et l'aire métropolitaine lyonnaise apparaît comme la zone d'influence de Lyon, cette aire étant à géométrie variable, suivant que Saint-Etienne est considérée elle-même, ou non, comme une métropole. C'est donc une vision de la ville centre avec son arrière-pays qui domine, loin de la vision métropolitaine faite d'interactions, d'échanges et de coopération entre les villes.

3. Troisième valeur associée à la notion de métropole : une menace pour la campagne, l'urbain dangereux pour l'espace rural

Cette vision est particulièrement présente chez les élèves ruraux, qui se considèrent aisément comme étant sous la menace, voire sous l'agression, des territoires urbains. Le « nous » et le « eux » sont clairement définis. Pour ces élèves-là aussi, la métropole n'est pas un territoire dépassant le simple cadre urbain, constitué par les interdépendances entre différents territoires urbains, périurbains et ruraux. Elle vient grignoter nos territoires au fur et à mesure qu'elle s'agrandit : la métropolisation, c'est l'agrandissement de la ville, ce ne sont pas les villes qui coopèrent. Et l'on retrouve finalement cette représentation chez les élèves urbains, pour qui la métropole s'arrête aux limites de l'urbain. Ils ne ressentent pas la métropole comme une menace, mais ils considèrent quand même qu'il y a métropolisation quand la ville s'agrandit (à Meyzieu ZI par exemple). La métropole, pour eux comme pour les élèves ruraux, ce n'est pas du tout la campagne. C'est un milieu urbain dense. Chez tous les élèves, la densité est un élément déterminant du concept de métropole et par opposition, le milieu naturel ou agricole n'en fait pas partie. « *La métropolisation, c'est l'agrandissement des villes.* »

En conclusion, on peut dire que les valeurs de la métropole, pour ces adolescents, sont étroitement liées à la centralité urbaine. La notion renvoie à :

- . un concept abstrait, qui n'est pas chargé émotionnellement : il n'est pas "ressenti" par les élèves,
- . un espace de services disponibles, accessibles tout de suite,
- . un territoire attractif, organisé autour du plaisir : loisirs et consommation,
- . une figure de la domination territoriale à l'échelle locale, mais pas nécessairement inscrite dans le système mondial globalisé,
- . un espace urbain dense qui grignote l'espace rural.

L'agglomération lyonnaise renvoie à la figure de métropole en tant que centralité urbaine attractive et dominant un espace. Elle possède les services et la puissance, matérialisée entre autres dans les grandes opérations d'aménagement urbain.

Philippe Chaudoir insiste sur un autre point, qui ressort très clairement des analyses : pour qu'une vision métropolitaine soit présente dans les représentations, il faut que sa dimension réticulaire soit perçue, c'est-à-dire que les logiques de réseaux (à travers les transports, en particulier) structurent une perception qui dépasse le cadre de la pratique quotidienne. Or l'essentiel de l'enquête montre que, précisément, la perception des lycéens interrogés est presque entièrement topologique ; elle est fondée sur un archipel de lieux emblématiques, peu reliés entre eux, qui ont chacun du sens, auxquels sont attachés un certain nombre de symboles (du pouvoir, etc.), mais qui ne s'inscrivent pas du tout dans un système réticulaire. C'est fondamental : comme a pu le dire André Micoud, la métropole existera probablement le jour où nous aurons une Carte orange et la capacité, avec celle-ci, de percevoir l'ensemble de ce grand territoire comme un espace commun, comme un espace où l'on visualise du réseau. Ainsi, l'image permanente que les lycéens peuvent avoir par exemple du réseau TCL, leur donne une image de l'agglomération telle qu'elle est structurée actuellement. De même, le réseau Vélo'V, explique Maël Meralli, bien que récent, a fortement marqué les esprits. Même si les lycéens ne l'utilisent pas forcément, comme les bornes sont vraiment signifiées, et les vélos partout, on se rend compte que cela constitue vraiment un élément significatif de l'échelle de l'agglomération.

IV. Exposé de l'équipe Atelier Politopie. Recherche : « Représentations territoriales des Amapiens (consommateurs et producteurs en Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne). Quel(s) sens pour la métropole Lyon / Saint-Etienne ? ». Intervenantes : Théa Manola et Nathalie Gurlot.

L'équipe Politopie a abordé cette question des valeurs à travers deux questions : l'une dédiée aux valeurs attachées au grand territoire "métropolitain", et l'autre, plus prospective : « *Quelles sont les valeurs que vous défendez et que vous voudriez voir diffusées à l'échelle du territoire ?* ». Au regard des entretiens analysés, Théa Manola explique que les valeurs attachées ou souhaitées pour ce territoire renvoient de manière directe à l'engagement dans l'Amap — ce qui n'a rien d'étonnant. On pourrait aussi les mettre en parallèle avec les valeurs apparaissant dans les discours sur le développement soutenable.

- Un territoire ouvert. La première valeur défendue par les Amapiens, c'est l'ouverture, qui se décline à deux niveaux : ouverture spatiale (mise en réseau, ouverture vers d'autres territoires, proches ou lointains), mais aussi ouverture d'esprit de ce territoire : il y a ici de la place pour tout le monde, pour tout types de professions, d'origines, de modes de vie, etc.

- Lien social, solidarité, partage : les mots d'ordre du grand territoire / L'Amap, un créateur de lien social. La seconde valeur mise en avant est celle de la solidarité, du partage, du lien social, toutes choses que les Amapiens mettent ensemble : derrière les Amap et derrière les valeurs que chaque personne considère porter dans son quotidien et dans son mode de vie, se dessine la volonté de créer du vivre ensemble, de faire « *monde commun* ».

- Un territoire d'engagements / L'Amap : un premier engagement (politique) vers le changement. Autre valeur associée à ce territoire, et considérée comme une valeur à défendre : l'engagement politique. Les Amapiens sont engagés politiquement et sont conscients de l'être, ils considèrent cet engagement comme nécessaire.

- Un territoire respectueux de l'environnement / L'Amap : un intérêt pour le respect de la nature et pour l'agriculture, sources de plaisir et de bien-être. On distingue dans les discours un groupe de valeurs associées au respect de l'environnement, dans une logique du "manger bien", de prendre soin de ce qui nous entoure, de préserver nos ressources (pratiques de consommation bio, ou plus largement : consommer moins, consommer différemment). Cette volonté de respect de l'environnement est à rapprocher de l'inquiétude vis-à-vis de l'étalement urbain ; elle renvoie aussi à des pratiques ou des modes de vie/modes d'habiter pro-environnementaux ou écologiques. La population concernée considère qu'il faut vivre différemment de ce que l'on a fait jusqu'à maintenant (modes de transports, lieux où l'on va faire ses courses, manières d'éduquer ses enfants...)

- Vers un autre positionnement économique et de consommation. Certaines valeurs mises en avant par les Amapiens sont plus associées à des questions économiques, avec une défense assez explicite de l'économie solidaire et responsable. Pour exemple, le troc entre producteurs, ou entre consommateurs, ou entre consommateurs et producteurs, est très commun dans les Amap ; cela va du fromage de chèvre à divers objets et types de services.

- Une forme territoriale favorisant la diversité paysagère et la présence de la nature. La préservation de l'environnement est liée à la préservation du vide, ou du non construit au sein du territoire métropolitain ; sachant que l'on ne veut pas seulement des espaces non urbanisés, mais des espaces diversifiés du point de vue paysager, avec une présence naturelle forte, et un maintien des activités agricoles

D. SYNTHÈSE DES DÉBATS

I. Un territoire à géométrie variable : à chaque monde social, son espace "métropolitain"

Ce qui ressort des exposés et de l'ensemble des débats de la journée, c'est tout d'abord que la géographie métropolitaine, telle qu'elle se dessine à travers les pratiques observées et les discours recueillis par les chercheurs, est loin d'être univoque, enfermée dans des limites précises qui feraient sens pour tous. Elle apparaît plutôt comme la somme de territoires plus ou moins vastes, qui se superposent en partie, s'étendent vers l'Ouest, l'Est, le Nord ou le Sud, avec pour seul noyau commun la centralité lyonnaise. Cette vision est en partie l'effet du type de recherches menées, qui sont entrées dans l'approche du fait métropolitain par des publics spécifiques, ou par ce que les chercheurs de l'équipe PACTE désignent sous le terme de "milieu" — « *chaque milieu dessinant un espace* », ainsi que le fait remarquer André Bruston. On peut penser que la conduite d'autres investigations de ce type permettrait de dessiner encore autrement le territoire affecté par la métropolisation, comme l'explique Corinne Hooge : « *Le fait d'être parti, par exemple, du milieu des arts numériques, fait apparaître une polarisation autour de Lyon ; alors que si l'on était parti du numérique tout court, en tant que technologie diffusante (que l'on retrouve dans de multiples domaines, qui irrigue le design, le mouvement des fablabs, etc.), on verrait se dessiner un autre espace, intégrant sans doute Saint-Etienne, ou montrant davantage de croisements entre Lyon et Saint-Etienne.* »

Cette question de la faible apparition de Saint-Etienne, dans la recherche sur les arts numériques (question déjà soulevée lors du précédent séminaire), a de nouveau polarisé une partie des débats de la journée. André Micoud s'est ainsi demandé pourquoi la Cité du design n'apparaissait pas dans la géographie des pratiques dessinée par cette enquête — alors que la Biennale du design était très fortement irriguée, lors de son édition 2013, par la présence du numérique. Catherine Grandin s'est interrogée sur ce qui explique l'attraction nationale, voire internationale de cette Biennale, si des liens ne sont pas tissés, à partir de Saint-Etienne, bien au-delà du territoire stéphanois ; des liens, des réseaux, qui peut-être ne passeraient pas par Lyon ? Claire Wantz remarquait pour sa part que n'avaient jamais été citées parmi les éléments structurants du milieu des arts numériques, « *les formations professionnelles, les écoles, les universités, tout ce qui fait que les gens ne sont pas autodidactes et n'ont pas appris le code tout seul chez eux. Quand on voit l'importance, dans certaines autres branches artistiques, des réseaux issus des Beaux-Arts, des écoles d'architecture ou des écoles d'ingénieurs, on peut s'étonner de cette absence. (...) Le fait que les artistes concernés soient issus de formations très hétérogènes pourrait-il expliquer la faiblesse des liens qu'ils font vivre entre Saint-Etienne et Lyon ?* »

À ces remarques, Vincent Guillon répond en expliquant que les pratiques constatées s'expliquent par la manière dont le milieu des arts numériques s'est structuré localement, dans le temps. Il insiste en particulier sur « *la distinction entre l'artiste et le créatif* », qui est selon lui « *au cœur de la structuration de ce milieu et à l'origine de sa coupure d'avec un certain nombre d'autres mondes sociaux* ». La Cité du design a jusqu'ici exclu les arts numériques, note-t-il, même si elle fait appel au numérique. Et si la Biennale du design a été citée de façon occasionnelle dans l'enquête, elle n'apparaît pas, pour le moment, comme un événement structurant de cette scène-là. En contrepoint, les « *créatifs* » que les chercheurs ont rencontrés à Saint-Etienne (« *des individus qui ne situent pas leurs pratiques directement dans le champ artistique, mais davantage dans la communication, les produits culturels, les applications pour les musées, etc.* »), appartiennent à des réseaux autres. « *Ils se connaissent entre eux, ils forment un vrai milieu, mais qui fonctionne très différemment de celui*

des arts numériques ». Ce milieu se caractérise selon les chercheurs par « *une facilité à coopérer localement, à produire des choses ensemble, mais une difficulté à se projeter à l'extérieur du territoire. Même leur clientèle est extrêmement localisée. Ils parviennent à travailler avec la Cité du design, le Musée de l'Industrie, Saint-Etienne métropole..., autrement dit sur un marché de l'emploi assez circonscrit.* » D'où l'image du cluster d'un côté, du district de l'autre, que les chercheurs ont proposée.

Concernant les filières de formation, leur faible influence sur la structuration du milieu des arts numériques tiendrait au fait que « *les écoles d'art investissent depuis très peu de temps ce type de pratiques : la plupart des individus qui créent dans ce champ-là n'ont pas de formation artistique institutionnelle. Certains viennent des écoles d'ingénieurs, mais du fait qu'ils sont des "déviant" dans le champ de l'ingénierie, ils ne citent pas leur formation comme étape structurante dans leur parcours. La plupart du temps, ils ont appris à coder de façon autodidacte.* » L'espace métropolitain dessiné par ce milieu bien particulier qui se pense comme relevant des arts numériques tient donc, insiste Vincent Guillon, à la dynamique de sa constitution : Lyon se retrouve « *le centre de gravité de ce type de relation au numérique* » du fait de la reconnaissance publique dont a bénéficié ce milieu à un moment donné, « *du levier institutionnel qui a été actionné* » et qui lui a fourni une opportunité de se structurer.

II. Des frontières mouvantes, en lien avec la fluidité des mondes sociaux contemporains

Les réflexions précédentes soulèvent des questions relatives à la notion de "milieu", ou à celle de "monde social". André Bruston rappelle ainsi que d'autres recherches ont montré par le passé que « *les artistes ne considéraient qu'ils étaient artistes que parce que le milieu qu'ils constituaient les reconnaissait comme tels* », ce processus se jouant d'abord entre eux, avant qu'une institution culturelle ne finisse par reconnaître ce milieu lui-même — et par conséquent les artistes qui le formaient. Ce même mécanisme serait-il à l'œuvre concernant le milieu ici désigné par « *arts numériques* » — auquel cas « *ce serait sa définition par l'art qui l'emporterait, et non pas sa définition par le code ?* » C'est effectivement un processus de cet ordre qui a joué, selon Vincent Guillon : ce milieu s'est défini à l'origine par une pratique artistique. Sa structuration s'est réalisée localement, mais aussi de manière beaucoup plus large, « *à travers un certain nombre de lignes financières, qui tendent à découper le réel d'une certaine façon* », et à travers des institutions nationales, comme la Gaîté lyrique¹, par exemple, qui a joué un rôle important pour identifier ce milieu en Rhône-Alpes et lui conférer une lisibilité. « *Ensuite le milieu en question s'organise, développe son activité à la frontière de plusieurs types d'activités, de plusieurs mondes sociaux déjà bien identifiés (monde de l'art tel qu'on le définit classiquement, monde des technologies, du bricolage, de l'informatique...); tout cela tendant à créer un nouveau monde social, qui ne se définit plus uniquement par sa pratique artistique, mais également par la pratique du code, par la maîtrise de l'outil informatique. À un moment donné, sa proximité avec le monde industriel, avec les acteurs qui organisent ce monde-là, notamment Imaginove et les planificateurs économiques, a été importante, en lien avec un élément contextuel : le succès des industries du jeu vidéo. Ce lien est aujourd'hui beaucoup moins fort, et le milieu s'est recentré sur des groupes qui produisent un discours "contre", en l'occurrence contre le droit de la propriété intellectuelle. Il se structure maintenant autour de communautés liées à la culture du libre : open source, open data, open design, etc., donc d'une certaine manière contre le monde industriel. Le lien qui a été opérant au cours des années 2000 ne l'est plus du tout, les réseaux se construisent autrement, et sur d'autres valeurs. (...) La frontière est donc floue : on a des individus qui ne se définissent pas comme artistes, mais qui considèrent que coder est une forme d'écriture, de langage artistique ; et d'autres, qui viennent de l'ingénierie, de l'informatique..., qui trouvent une valorisation de leurs*

¹ Etablissement culturel de la Ville de Paris, qui se définit comme « *le lieu des cultures numériques.* »

performances technologiques dans le monde de l'art. Ceux-là deviennent artistes par la qualification tardive de leur activité. D'où l'importance du rôle des producteurs locaux, qui vont soutenir ces individus dans la production d'un discours artistique qu'ils ne maîtrisent absolument pas. Ce sont eux qui vont fournir la justification à leur intervention dans le monde de l'art. »

À propos de la définition de ces divers mondes sociaux qui participent à la dynamique métropolitaine, Philippe Chadoir fait remarquer que celui qui est ainsi décrit par les chercheurs de PACTE semble « *créer de nouveaux remparts, de nouveaux savoirs étanches les uns aux autres* » — à l'inverse de l'idée de "postproduction" qu'avait avancée Nicolas Bourriaud il y a quelques années.² « *Selon cet auteur, du fait de la vulgarisation des outils numériques, nous entrerions dans un monde dans lequel tout un chacun serait capable de produire un travail artistique : il n'y aurait pas besoin de maîtriser la technique pour produire un résultat. On a au contraire le sentiment, avec ce milieu des arts numériques, qu'un certain nombre de personnes ont la volonté de s'accaparer des outils de production, qui permettent de créer de la distinction.* »

Ce que montrent en tout cas les analyses en cours à différentes échelles, c'est que les frontières de ces mondes sociaux qui constituent la grande ville sont mouvantes. André Micoud le souligne, en faisant référence aux collectifs et réseaux divers qui sont en train de se constituer localement et nationalement autour de la notion de "biens communs" — et au sein desquels les professionnels du numérique et les défenseurs de la "culture du libre" sont très représentés. « *Là aussi, les frontières sont poreuses, les choses très labiles* » ; et donc l'espace mis en jeu par les pratiques, non stabilisé.

Le phénomène métropolitain se caractériserait alors par la densité des croisements entre ces différentes géographies de pratiques. Chacun de ces mondes fonctionnant lui-même sur des échelles très hétérogènes, comme le rappelle Pierre Bernard, qui s'interroge sur les six échelles de pratiques distinguées par le GRAC : « *Les unes ont à voir avec la dimension du sensible, avec le corps ; d'autres avec les lieux, l'espace urbain (le marquage des affiches) ; d'autres encore avec l'espace virtuel du numérique. Comment s'articulent-elles ?* ». Pour Rémi Eliçabé, c'est « *l'activité des collectifs se déplaçant de manière très fluide d'une échelle à l'autre* » qui produirait la continuité d'une certaine expérience métropolitaine.

III. Entre local et mondial : la métropolisation, phénomène géographique ou état d'esprit ?

Au regard des résultats avancés notamment par les équipes du GRAC et de Politopie, une autre question se pose, selon André Bruston : « *Le rapport à la géographie métropolitaine se construit-il à partir de l'idée d'un noyau central qui élargirait autour de lui ses capacités d'influence (par de petits éléments concrets et actes successifs) ; ou à partir d'une représentation des rapports sociaux à une échelle beaucoup plus large, d'une représentation du monde, à l'intérieur de laquelle se pose la question de la métropolisation ?* » Il semble en effet que les Amap se construisent d'abord « *à partir d'une certaine idée des équilibres généraux de la société, ces idées n'étant évidemment pas liées à l'espace au sens strict du terme. Est-ce de là que l'on peut revenir à la question de la métropole, ou au contraire celle-ci n'est-elle vue que comme un espace central, géographique ?* »

Pour Thé Manola, ces deux mouvements s'opèrent en même temps. C'est du moins ce que l'équipe a constaté pour le public amapien, et qui lui semble généralisable. « *Car ce public n'est pas si homogène que ça. Une partie est très engagée et se réfère effectivement à une idéologie qui dépasse largement la sphère intime. Pour ces personnes-là, ce que l'on peut nommer métropole (mais ce mot n'est pas employé), peut être intégré "en descendant", si l'on prend l'image d'une échelle.*

² *Postproduction. La culture comme scénario : comment l'art reprogramme le monde contemporain*, Nicolas Bourriaud, Les presses du réel, 2004.

Mais bien d'autres personnes parlent de quelque chose qui est très lié à leur propre vie, à leur consommation, leurs goûts, leur santé... et c'est à partir de là qu'elles commencent à prendre conscience d'enjeux plus larges. Dans ce cas, on va du bas vers le haut de l'échelle. » Nathalie Gourlot précise pour sa part que, chez les Amapiens enquêtés, le rapport à la ville n'est pas forcément négatif en soi, c'est plutôt la notion de métropole qui est niée. « *Les gens nous ont souvent dit : "Lyon n'est pas une métropole, Paris est une métropole". Ils ont conscience d'être dans une région attractive, qui a une dimension nationale, voire européenne, internationale ; ils évoquent la diversité et la richesse du territoire qui est le leur, notamment en termes culturels ; mais la difficulté est grande pour eux d'accepter l'idée de vivre dans une "métropole".* » Finalement, les présupposés initiaux de Politopie, selon lesquels, comme pour d'autres initiatives environnementales, l'existence d'un réseau national et régional bien structuré influencerait sur les liens entre les Amap, jusqu'à créer « *un monde de territoires immatériels* », ne se vérifient pas : « *L'Amap reste l'Amap, quelque chose de plutôt local, qui s'exprime en tant que tel.* »

IV. Savoirs sensibles, engagements critiques, savoirs experts : sur quelles connaissances s'appuie la dynamique métropolitaine ?

Toute une partie du débat a tourné autour du rapport critique à la métropolisation, tel qu'il ressortait des différents exposés du GRAC ; plusieurs personnes mettant en doute le fait que les membres des collectifs Grrrnd Zero et Avataria soient vraiment des citoyens "ordinaires" de la métropole en formation. Vincent Guillon s'est ainsi demandé qui étaient ces gens, « *capables de mobiliser le registre de "l'urbanisme critique", autrement dit d'avoir des références en vogue dans le champ de la production académique. Qui est derrière le site internet Rebllyon ?* » Même question du côté de Théa Manola : « *On sait bien en effet que les personnes qui mobilisent de l'expertise associative dans les processus de concertation locale, tout comme ceux qui critiquent ces postures-là, ne sont pas n'importe qui.* » Des années de recherche en sociologie ont démontré ce fait, selon Philippe Chadoir : « *Les gens qui ont une pratique importante du milieu associatif constituent un public tout à fait particulier, surdiplômé par rapport à la moyenne, ayant des compétences analytiques qui ne sont pas partagées par tous* ». Par ailleurs, on peut s'étonner de voir ressurgir au sein de ces collectifs « *des paradigmes critiques qui étaient systématiquement produits dans les années 1960-70 autour de la rénovation urbaine. À part la critique éthique, qui pourrait apparaître comme une innovation dans le discours, tout ce qui a été dit relève d'un discours ancien, voire même de l'appareillage critique marxiste.* » De telles critiques sont le fait, selon Philippe Chadoir, de groupes pour qui la conscientisation métropolitaine est déjà forte, à la différence, par exemple, des lycéens avec lesquels l'équipe Triangle/OSL/CAUE a travaillé — « *pour lesquels le terme de "métropole" n'a aucune réalité tangible* ». D'où la question récurrente, déjà posée au GRAC lors des séminaires précédents, de la distance que les chercheurs de cette équipe entretiennent avec les milieux au sein desquels ils enquêtent : « *Quelle est votre place dans la conduite de la recherche ? Vous définissez vous comme militants ou pas ?* » (Théa Manola)

Rappelant que les membres du GRAC « *ne conçoivent pas la recherche comme une neutralité axiologique* », et que les dispositifs d'enquête induisent un certain type des réponses (« *une toute autre enquête aurait pu être menée avec les lycéens, qui aurait entraîné d'autres réponses* »), Rémi Eliçabé explique qu'avec Grrrnd Zero et Avataria, les chercheurs sont « *dans le registre de l'alliance — ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas du côté d'une enquête orientée vers une vérité* ». La rigueur, le travail d'objectivation consistent justement, pour eux, « *à ne pas qualifier* » les acteurs de ces collectifs. « *On parle bien de "n'importe qui", puisque du point de vue du registre du sensible, n'importe qui peut être impliqué par un milieu de vie qui est mis à mal. Et c'est précisément cela qui nous intéresse* », insiste-t-il, en donnant l'exemple des Pavillons sauvages à Toulouse : un squatt d'activités politiques, culturelles, écologiques, légalisé en 2008 par la Mairie de Toulouse, qui a organisé plus de 200 concerts en 2009 et auquel participent 40 associations différentes, d'une extrême diversité (dont une qui marche très fort sur les modes alternatifs de

parentalité). *« Vu la continuité dans le temps de ces collectifs, et la diversité des gens qu'ils rassemblent, on peut vraiment dire qu'ils réussissent là où les sciences sociales échouent, là où les politiques publiques échouent. »* Autre exemple : la Coordination des habitants de Montreuil, qui réunit plus de 20 collectifs différents, dont bon nombre pourraient être qualifiés de "nymby"³. Elle rassemble bien selon Rémi Eliçabé, "le tout venant" : *« Des gens qui n'ont pas conscience de la marchandisation, mais qui face à un problème, réagissent, s'organisent, produisent une reconfiguration (...) Quelqu'un qui voit un immeuble de huit étages se construire à côté de chez lui n'a pas besoin d'avoir lu tout Marx pour voir à l'œuvre la marchandisation de l'espace... »* De même, *« Avataria comme Grrrnd zero ne sont pas des collectifs ultra-minoritaires, ils touchent un public qui traverse toutes les classes sociales, et ils sont d'une certaine manière très puissants du point de vue de leur visibilité publique, de leur reconnaissance publique. »*

Ce serait donc une erreur de la part des chercheurs d'enfermer ces mouvances dans telle ou telle catégorie, *« comme ont tendance à le faire les pouvoirs publics, la police, les organes de prévention du terrorisme..., avec des procédés de qualification qui ne recouvrent pas ce que sont ou tentent de devenir ces acteurs. »* Si certains d'entre eux en effet *« viennent de milieux libertaires ou marxistes, ils deviennent autre chose dans l'action : et c'est cette dynamique-là que la recherche tente de saisir »*, explique Rémi Eliçabé. Ce que les chercheurs du GRAC constatent, c'est *« une finesse de pensée du côté des militants, qui n'a rien à envier à celle des sciences sociales. Ce sont les mêmes questions que posent les acteurs et que pose la cosmopolitique, telle que définie par Isabelle Stengers et Bruno Latour. »* Ainsi, si les textes publiés sur Rebllyon sont anonymes, s'ils mobilisent des éléments de pensée qui apparaissent aussi dans les milieux académiques, cela ne les décrédibilise pas pour autant, selon Rémi Eliçabé. Parce que *« les grands problèmes qui se posent aujourd'hui en géographie critique ou dans les sciences sociales se posent aussi pour les militants. Et qu'il est très important, pour pouvoir mener des actions ajustées aux nouvelles formes de pouvoir, de renouveler la critique »*. Les membres de ces collectifs déploient de fait une forte activité de recherche pour identifier les ressources qu'ils vont mobiliser. *« Ils puisent dans des publications comme Vacarme, La Revue internationale des livres et des idées..., dans le pragmatisme critique, ou encore dans les travaux de David Harvey et d'Anne Clerval, qui sont beaucoup lus et diffusés. Il y a ainsi toute une circulation de textes dans ces milieux, qui est liée aux nécessités de l'action. »* Le problème étant, selon Rémi Eliçabé, que ces compétences du profane ou de l'habitant, en matière de connaissance de son milieu, ce lien entre intelligibilité et savoirs sensibles, sont encore peu reconnus, par les pouvoirs publics comme par les sciences sociales.

V. Urbanité et conflictualité : les initiatives "alternatives" comme germes d'un monde commun à venir ?

À propos de la manière dont la critique citoyenne participe, en un sens, à la fabrication de la ville ou de l'espace métropolitain, Vincent Guillon tient à apporter une nuance, concernant le milieu des arts numériques, dont les membres ne se positionnent pas selon lui contre le processus de métropolisation, ou contre l'institutionnalisation. C'est un milieu qui est plutôt en attente d'une certaine valorisation économique de ses productions, et qui la trouve par moments. *« Il n'y a pas de critique radicale des politiques publiques ou de la métropole en train de se faire. Ces gens sont à la marge, pas parce qu'ils portent une alternative, mais parce qu'ils n'ont pas encore bénéficié de la reconnaissance institutionnelle à laquelle ils aspirent. »* Une question intéressante serait alors, selon Rémi Eliçabé, de comprendre pourquoi *« certains réseaux alternatifs se maintiennent dans l'alternatif, tandis que d'autres s'engagent dans des dynamiques de valorisation économique »*. Comment l'activité artistique ou militante parvient-elle un jour à se convertir en projet bénéficiant

³ Acronyme de l'expression *Not In My BackYard*, qui signifie *« pas dans mon arrière-cour »*. Le terme est utilisé péjorativement pour décrire l'opposition par des résidents à un projet local d'intérêt général dont ils considèrent qu'ils subiront des nuisances. (Source : Wikipedia)

d'une certaine reconnaissance publique ? *« Qu'est-ce qui fait que telle action va être considérée comme nocive ou positive ? »* L'émergence de la Friche Lamartine à Lyon, avec le soutien de la Ville de Lyon et de la Région Rhône-Alpes, après l'expulsion des occupants de la Friche RVI, serait intéressante à étudier sous cet angle. De même, comment en est-on arrivé, à Barcelone, à l'installation du Musée d'Art Contemporain dans le quartier du Barrio Chino et à la gentrification de celui-ci ? Ce que l'on pourrait voir à l'œuvre, selon Rémi Eliçabé, dans de telles dynamiques, ce sont des formes gouvernementales particulières, *« l'idée d'un gouvernement qui se redéploierait par pilotage, par incitation, plutôt que sous les formes de la souveraineté classique »*. On comprendrait mieux alors *« comment ce sont à la fois ces inventions artistiques et ces logiques de valorisation économique qui dessinent une politique, et aussi un monde commun en conflit. »*

Ce qui pourrait être dit autrement, selon Hélène Hatzfeld : à travers les actions de ces divers collectifs engagés contre une certaine idée de la métropolisation, c'est peut-être la construction d'une autre façon de vivre ensemble qui est à l'œuvre — l'invention de formes d'urbanité, qui à la fois prêteraient attention au sensible et incluraient le conflit. Pour Rémi Eliçabé, effectivement, c'est bien la composition d'un monde commun qui est en jeu ; cette composition passant fondamentalement par la conflictualité, par des problèmes et des résistances de tous ordres (des actions de type "nimby" jusqu'à des luttes internationales, comme par exemple celle contre le TGV Lyon/Turin), mais aussi par des positivités — dont le GRAC a encore du mal à rendre compte. *« C'est vraiment dans la lutte contre un certain partage du sensible, entre un partage policier des places (selon la formule de Jacques Rancière) et une sensibilité comme effraction dans cet ordre-là, que l'on fait monde commun. »*

Il faudrait alors s'intéresser aux contre-propositions qu'avancent les militants de ces mouvements alternatifs, estime Nathalie Gourlot. Les animateurs de Rebellyon, par exemple, sont-ils constructifs, et pas seulement critiques ? Et leurs propositions trouvent-elles de l'écho dans certaines sphères plus larges ? À ces questions, Rémi Eliçabé répond que *« la critique s'articule quasi-systématiquement avec des actions positives, sinon elle est perçue comme stérile. La posture critique qui consisterait à s'extraire d'une réalité pour en faire l'autopsie a montré ses limites, du point de vue des militants comme dans les sciences sociales. On n'est plus du tout dans le registre de la communauté des années 70, où il s'agissait de se retirer de ce monde-ci. C'est bien dans ce monde-ci que la lutte a du sens. »* Pour autant, la forme de la contre-proposition ne domine pas, parce qu'elle représente pour les acteurs dont on parle *« une manière d'épouser le modèle dominant »*. Ce qui est mis en valeur, c'est plutôt le rapport au sensible, la reconstitution de milieux sociaux. *« On voit souvent, dans les processus de concertation, des groupes d'habitants qui produisent une contre-expertise urbanistique, exactement au même niveau que celui des experts municipaux. Pour les militants des collectifs avec qui nous discutons, c'est plutôt l'hybridation des savoirs, la composition de savoirs d'expertise et de savoirs sensibles, qui vont pouvoir construire d'autres formes d'urbanité. »*

Pour André Micoud, c'est là que prend sens l'expression *« contre, tout contre »* (qu'il avait lui-même utilisée à propos de son travail sur *« l'utopie qui a lieu »*⁴ : *« Si effectivement la métropolisation était celle que nous prévoient les technocrates, la ville serait invivable. C'est bien parce qu'il y a des gens qui sont "tout contre" cette métropolisation qu'elle sera vivable, qu'elle sera cosmopolite, qu'elle sera diverse... Ce qui plaide pour une pluralité des formes de vie, y compris celles que l'on ne voudrait pas voir, parce que ça ne fait pas propre, parce que c'est taggé, etc. S'il n'y avait pas ces formes de vie-là, on serait dans du standard, de l'aseptisé. Donc,*

⁴ Cf. : *Le lieu comme figure exemplaire de l'ordre du territoire qui vient*, in : Communication 2010/2 (n° 87). André Micoud soutient dans ce texte la thèse selon laquelle, dans les initiatives « locales » se donnant à voir comme alternatives, il serait possible de déceler les assises théoriques de la légitimité *in statu nascendi* de nouveaux territoires en gestation. http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=COMMU_087_0109

effectivement, ces groupes-là, que l'on peut dire alternatifs, travaillent à une métropole réelle, vivante, conflictuelle, etc. »

VI. Les mots pour le dire : une "conscience métropolitaine" faiblement verbalisée

Des différents exposés et temps de débat de la journée ressort l'idée, comme le souligne Richard Nordier, que les relations au territoire métropolitain en construction s'organisent, dans les milieux étudiés, selon deux registres proches, mais différents. *« Le premier est celui de l'usage, qui semble relever d'un rapport plutôt fonctionnel à ce territoire. On le voit avec les lycéens qui représentent la métropole à partir de villes dans lesquelles ils sont allés faire des tournois sportifs ; on le voit avec les Amapiens qui identifient facilement les différents produits qu'ils peuvent acquérir dans la métropole ; on le voit avec le créatif qui va s'installer à Saint-Etienne parce que le foncier n'y est pas cher, etc. Donc, des ressorts plutôt "opérationnels" et "utilitaristes", avec dans tous les cas une conscience métropolitaine qui semble faible et très peu ou très difficilement verbalisée. Le second registre est celui qui englobe, au-delà de cette entrée fonctionnelle, des dimensions d'attachement, d'appropriation, de l'ordre de l'affect, etc. ; avec cette fois, semble-t-il, une approche plus conscientisée de la métropole en devenir — parfois sur des registres conflictuels, critiques, politiques, mais dans laquelle le "supplément d'âme métropolitain" est plus perceptible. »*

Cette question de la verbalisation du fait métropolitain a également attiré l'attention d'Hélène Hatzfeld, qui note que les mots employés dans l'appel à projets et qui ont fondé les présupposés de celui-ci ("métropole en chantier", "métropolisation", "processus métropolitain"...) ne sont pas des mots "indigènes" : *« Les recherches montrent qu'ils ne sont pas spontanément employés par les personnes interrogées. Au plus précis, il semble que pour celles-ci, la métropole corresponde à la "grande ville", la ville pratiquée, existante, ou qui s'étend, qui projette ses tentacules plus ou moins loin. Pour le reste, on a vu que les gens parcourent des "territoires", des "réseaux"... , qui vont au-delà de la ville, de la communauté urbaine, du département, voire de la région. Mais on n'a pas entendu de mots qui désigneraient véritablement une réalité géographique autre, et qui permettraient de conclure que ce phénomène métropolitain existe bien, et serait dénommé. »* On constate manifestement *« une déconnexion entre des pratiques, des usages à différentes échelles, et des entités administratives. Et ce n'est pas forcément la dénomination "métropole", ni même la notion de "métropolisation" — des termes d'origine technocratique — qui permettent d'embrasser la réalité à l'œuvre. »*

En écho à ces remarques, André Bruston fait référence à une recherche menée il y a quelques années par Caroline de Saint-Pierre sur Cergy-Pontoise, dans laquelle celle-ci avait montré que les habitants de la ville nouvelle finissaient par bien savoir que cette dernière était une spécificité urbanistique, décrite comme telle, avec un langage qui lui était propre. *« Du coup, ils pratiquaient deux langages, en fonction des circonstances : celui des usagers quotidiens de la ville, de l'habitat, des transports..., et celui des aménageurs, qu'ils se sentaient le droit de parler, parce qu'ils l'avaient appris. Ils savaient qu'il existait plusieurs langues possibles pour parler des différentes strates de la réalité à laquelle ils étaient confrontés. On peut faire le parallèle avec la recherche sur les lycéens, dont les chercheurs nous ont dit qu'ils avaient de représentations "naturelles" — je dirais plutôt ex-ante, avant qu'on leur propose des savoirs sur la ville — et des représentations ex-post, une fois qu'on leur avait distillé des savoirs, qu'on leur avait proposé un autre langage sur la ville. Dès cet âge-là en effet, les adolescents ont eux aussi leur propre mode de parole sur eux-mêmes et sur la ville ; et cette évolution de leur langage leur permettra sans doute, un jour ou l'autre, d'en pratiquer plusieurs, et de faire fonctionner différents niveaux de réalité, différentes "grandeurs". »* André Bruston s'est ainsi dit frappé par le fait que les acteurs interrogés dans les différentes recherches ont tous, d'une manière ou d'une autre, dit quelque chose à partir de leur propre langage sur la question qu'on leur posait concernant la métropole. *« Alors même que ce*

terme est issu d'une vision générale à caractère bureaucratique (au sens weberien du terme, c'est-à-dire au sens d'un certain niveau de réalité, tel que la bureaucratie, la technocratie sont capables de le produire : une généralité spécifique qui a sa propre expression, parce qu'elle a sa propre vision d'un système à la fois matériel, physique, humain, relationnel, etc.). » Ceci renvoie au statut des savoirs disponibles sur l'espace en question : « Si l'on sait par exemple que toutes sortes de richesses s'échangent à l'intérieur d'un vaste espace qui va de Saint-Etienne jusqu'à Grenoble, qui est unifié par des mécanismes économiques..., on n'aura sans doute pas la même représentation de cet espace que si on ne le sait pas. Exactement comme cela a été dit par l'équipe du GRAC : les représentations de la réalité changent lorsqu'on en a une co-naissance, lorsqu'on les connaît de l'intérieur, à titre corporel, personnel, par l'expérience, etc. On ne peut pas échapper à cette multiplicité de visions : ce n'est pas la même chose que d'avoir des représentations informées ou non informées ; dans le premier cas on a acquis des savoirs qui permettront de parler des langages différents. »

VII. Etre acteurs du territoire en construction : une modalité de la citoyenneté métropolitaine ?

Si, comme le souligne Catherine Foret, on voit apparaître des écarts importants entre les valeurs mises en avant par la recherche menée auprès des lycéens (valeurs qui semblent très orientées sur la consommation, la marchandisation...), et celles qui sont apparues dans les autres interventions (mettant plutôt l'accent sur la gratuité, le développement durable, la critique ou l'évitement de certains lieux centraux), il semble difficile d'en tirer des conclusions à ce stade. Pour Corinne Hooge, il est clair en effet qu'avec quatre recherches sur des publics très ciblés, on ne peut pas obtenir un panorama de l'éventail des valeurs en mouvement dans l'espace métropolitain. Il serait en particulier réducteur de penser que ces différences peuvent être liées seulement à l'âge, ou à l'appartenance à tel ou tel milieu social. Nombre d'études montrent que les attitudes guidées par le développement durable n'excluent pas l'hyperconsommation, beaucoup de comportements étant de fait incohérents.

En revanche, note Hélène Hatzfeld, les recherches ont mis en évidence une valeur assez commune aux différents publics étudiés : « *Ces gens-là sont acteurs, ils FONT ce territoire. Ils fabriquent à travers leurs parcours, physiques ou critiques, à travers les réseaux créatifs, numériques, etc., un territoire un peu différent de celui qui est pensé par "les autres", les politiques, les entreprises, etc. Etre acteur du monde qui est en train de se faire : il y a là une valeur forte, qui renvoie dans une certaine mesure à la question de la citoyenneté, telle qu'elle avait été soulevée dans l'appel à projets.* »

Pour Richard Nordier également, ce point est important : « *On touche là, indirectement, à une piste qu'il serait intéressant d'explorer, celle de "l'empowerment métropolitain"* », ou comment des groupes sociaux (mais aussi des individus, précise Théa Manola) peuvent se saisir d'une réalité pour en faire autre chose, dans le discours et dans la pratique.
